

Affaires d'État

La polémique sur les personnalités de l'aéroport intervient en marge d'une redistribution des rôles pour Cargolux, Luxair et Luxairport

Ein Superwahljahr

Die Gemeindewahlen sind auch ein Test für die zum Parlament vier Monate später. Und: Es gibt ein Drittel mehr Proporzgemeinden

Génération slash

Ils ont à peine 25 ans et ont déjà développé plusieurs entreprises : Satori, Bonne Nouvelle, Umami et bientôt Public House au Casino-Luxembourg. La scène gastronomique va devoir compter avec eux

Politisches Stelldichein près de la piscine

Am 1. Mai mussten die Parteien sich zum ersten Mal im Superwahljahr positionieren. Drei der vier Spitzenkandidat/innen zogen den LCGB dem OGBL vor

Foto: Olivier Halmes





Le Grand-Duc Henri a visité les installations de Cargolux en février 2021 à

l'occasion du cinquantième anniversaire de la société

Affaires d'État

Pierre Sorlut

La polémique sur les personnalités de l'aéroport intervient en marge d'une redistribution des rôles pour Cargolux, Luxair et Luxairport

Ces derniers jours, le Findel rappelle le feuilleton *Dallas* avec des dollars qui pleuvent en milliards et des polémiques autour des nominations aux postes clés. En devenant président de la compagnie de fret Cargolux, officiellement depuis jeudi dernier, le haut fonctionnaire du ministère de la Mobilité, Tom Weisgerber, a libéré sa place à la tête du conseil d'administration de Luxairport, la société exploitant l'aéroport. À sa place, le ministre de tutelle, François Bausch (Déi Gréng), a nommé à sa place Félicie Weycker, une autre haut fonctionnaire de son ministère, déjà vice-présidente de l'entreprise détenue par l'État. Oui mais voilà, relève *RTL*, la première conseillère de gouvernement est aussi en ménage avec le directeur général de Luxair, Gilles Feith. « De Mobilitéitsminister François Bausch gesäit kee Problem doran, wann eng Koppel un der Spëtzt vum Fluchhafen an där gréisster Airline hei am Land steet », résume le média de service public.

Face à *RTL*, le ministre des Transports minimise : Félicie Weycker, ne prendrait pas les décisions seules. L'instance stratégique qu'elle préside ne gère en outre pas les affaires au quotidien. Puis, les aéroports européens seraient « immens streng reguléiert ». Depuis les années 1990, le transport aérien du Vieux Continent s'est libéralisé avec l'intégration du marché unique et est régi en vertu du principe de libre concurrence. En théorie du moins. Le député de l'opposition Laurent Mosar (CSV) s'est saisi du sujet et a interrogé le ministre en commission parlementaire. « Cela ne m'a pas impressionné », réagit François Bausch face au *Land* ce mercredi au seizième étage du *Heichhaus*. « Il n'y a rien à cacher. J'ai demandé deux avis juridiques

Les multiples implications de l'État, associées à la volonté de faire croire à une réelle économie de marché, créent une véritable schizophrénie

distincts à Clifford Chance. Pour qu'on démontre clairement et nettement qu'il n'y a aucun risque de conflit d'intérêts, ni pour l'un ni pour l'autre », affirme l'élue Déi Gréng. Félicie Weycker est réputée pour sa droiture. À ses premières heures dans la fonction publique, au début des années 2000, la jeune juriste avait rédigé un code de déontologie pour les fonctionnaires que la CGFP n'a jamais voulu

signer (*d'Land*, 15.11.2019). Félicie Weycker n'a en outre aucune carte de parti. Gilles Feith, ancien chef de cabinet du ministre de la Défense François Bausch et auparavant chef du CTIE (informatique de l'État), est aussi connu pour sa loyauté et son dévouement. Il a été nommé au printemps 2020 pour sortir la compagnie aérienne nationale de l'ornière pandémique. Malgré une mission au dénouement bien incertain, l'intéressé n'a pas saisi l'opportunité du congé sans traitement pour raison personnelle qui lui aurait permis de revenir auprès de l'État dans les dix ans après avoir l'avoir quitté.

En réalité, les nominations des deux conseillers n'altèrent pas réellement la gouvernance du Findel. Tom Weisgerber pilote depuis dix ans déjà les principales entités autour de l'aéroport et il s'agirait davantage d'une reconnaissance et d'une volonté de cohérence après le départ de la novice Christianne Wickler. La cheffe d'entreprise installée en avril 2021 à la présidence de Cargolux a souhaité se concentrer sur ses affaires, Pall Centre et Alima (l'ancienne élue Déi Gréng a également quitté le conseil du *Lëtzeburger Journal*). L'immixtion de la haute fonction publique dans l'aérien luxembourgeois, des « entreprises privées » comme le rappelle régulièrement le gouvernement dans ses réponses officielles, tient à la structure actionnariale des entreprises concernées. Luxair est détenue majoritairement par l'État, directement (39 pour cent) et via la BCEE (22 pour cent). Son président Giovanni Giallombardo, représente Delfin, société d'investissement de la famille Del Vecchio du feu-fondateur – Leonardo – de l'empire de la lunette Luxottica. Delfin détient treize pour cent du capital (comme la

BIL). Le très discret italo-luxembourgeois est la caution « privée » de la compagnie aérienne. Pour le groupe d'origine italienne, l'aviation offre une dimension tangible à sa présence au Grand-Duché. Le dernier acte public de Giovanni Giallombardo pour Luxair est une « communication du président » en septembre 2022 dans laquelle il s'agissait de restaurer le dialogue social. On y apprenait que l'ancien procureur d'État, Robert Biever, avait été installé en médiateur entre la délégation du personnel et la direction. Mais on distinguait en fait ici un numéro de ventriloquie et l'intervention du ministre et de ses émissaires. « Je peux aider à calmer les esprits », souffle François Bausch en référence au conflit social de l'automne dernier, sauvé par une tripartite durant laquelle les revendications des syndicats ont été entendues (notamment la fin du gel des salaires).

L'implication de l'État dans les sociétés de l'aéroport génère une schizophrénie. Chez Cargolux, selon le ministre Bausch, les actionnaires de Luxair ont proposé la nomination de Tom Weisgerber. « Les actionnaires de Cargolux, y compris les actionnaires chinois ont approuvé », dit-il en référence aux seuls détenteurs de parts, 35 pour cent, non liés à l'État luxembourgeois. Les représentants de HNCA, société d'investissement de la province du Henan, ne bloqueront en effet pas la décision d'un gouvernement qui permet à cette entité chinoise de poser un pied en Union européenne, qui plus est dans l'activité stratégique qu'est le transport de marchandises. François Bausch rappelle d'ailleurs que Tom Weisgerber a négocié avec les Chinois la reprise des parts de Cargolux laissées par Qatar Airways en 2013. Comme son prédécesseur qatari, HNCA est un allié utile à Cargolux au regard du droit de la concurrence et pour les perspectives industrielles qu'il offre.

Après douze ans passés dans l'ombre du conseil d'administration de Cargolux, Tom Weisgerber prend les rênes de la société alors qu'elle est au sommet de sa rentabilité. À la conférence de presse pour ses résultats annuels la semaine passée, le conseiller du ministre est pour la première fois assis au centre de la table. À sa droite, le directeur général, Richard Forson, dont il a soutenu la nomination au poste après le départ de Dirk Reich en 2016. À la gauche du président, Maxim Straus, CFO, qu'il avait sondé en 2020 pour reprendre le manche chez Luxair. « Cargolux is extremely well positioned to continue its success story », analyse le jeune président dans un court speech introductif. Un bénéfice record de 1,6 milliard de dollars est annoncé pour l'exercice 2022, après deux autres records. 1,2 milliard en 2021 et 769 millions de dollars. 300 millions de dollars de dividendes sont versés aux actionnaires. 35,1 pour cent filent vers Luxair. Ils permettent à la compagnie aérienne de financer son *refleeting*. Les quatre Boeing 737-8 commandés à l'avionneur américain devraient atterrir au Findel d'ici 2026-2027 selon une source du *Land*. Deux avions similaires seront opérés en *leasing* à partir du mois de juillet. Le résultat opérationnel de Luxair, qui sera validé lundi en assemblée générale, s'extirpe pour la première fois de la zone rouge depuis 2020. Elle s'en sort comptablement grâce aux dividendes de Cargolux selon un mécanisme de vases communicants. Les compagnies passagers volent moins et le fret aérien opéré par les *pure players* comme Cargolux se renchérit.

La demande excède l'offre. Les marges s'épaississent. La compagnie nationale s'en met plein les poches. Elle accumule 2,6 milliards de dollars de liquidités, de quoi financer ses dix Boeing.

Selon un *slide* affiché la semaine passée au siège de la société à Sandweiler, en 2022 et hors dividende, Cargolux contribue pour 830 millions d'euros à l'économie luxembourgeoise si l'on additionne les impôts payés (222 millions d'euros), les frais de *handling* et d'atterrissage (158 millions pour Luxair Cargo et Luxairport), les acquisitions de biens et services (90 millions) et les salaires et avantages : 360 millions d'euros. Un conflit social larve d'ailleurs à ce sujet. La convention collective arrivée à échéance est négociée depuis dix mois pour 1 800 salariés de la compagnie qui en compte 2 500. Mais les négociations achoppent. Les syndicats souhaitent une meilleure rémunération des services rendus depuis le début de la pandémie. Les salariés conventionnés empochent dix pour cent des bénéfices selon la dernière convention, mais une revalorisation est demandée. Ce que la direction refuse fermement. « Ce qu'on paie est déjà extrêmement généreux », fait savoir Richard Forson. Vu les derniers résultats en milliards, les primes dépassent souvent les salaires annuels des personnes concernées (en brut). Cargolux a annoncé vouloir contester devant le tribunal administratif la saisine de l'Office national de conciliation. « Je crois que les syndicats sous-estiment la problématique de l'aviation au Luxembourg », avance François Bausch.

Premier couac. Un deuxième pourrait se profiler. Le cargo center a changé de main en janvier. Luxair Cargo a vendu à l'État le gigantesque hangar en bout de piste où les avions sont chargés et déchargés. Le ministre parle d'une transaction à 38 millions d'euros. Des liquidités bienvenues dans les caisses de la compagnie

« Si quelque chose pose problème, je parle à Félicie et on s'arrange. »

François Bausch

aérienne. Luxair et ses actionnaires se sont démenés ces derniers mois pour éviter une recapitalisation publique qui aurait impliqué des concessions de la part de la société (et demandées le cas échéant par la Commission européenne qui veille sur le marché intérieur). Notamment qu'elle cède sa participation dans Cargolux. Or, la compagnie de fret procure ces temps-ci à Luxair les finances nécessaires à sa survie. Les enchevêtrements capitalistiques à l'aéroport assurent ainsi une cohérence dans les affaires de l'écosystème aéroportuaire. L'État a rétrocédé l'exploitation des lieux à Luxairport avec la contrainte de rénover « la carcasse » de 58 000 mètres carrés. Les lieux sont vétustes. Un investissement substantiel que ne pouvait se permettre Luxair. Le chiffrage des travaux est en cours. « Des dizaines des millions d'euros ? », demande-t-on au ministre. « On parle plus de 200 millions que de cinquante », répond-il.

Luxairport a publié deux appels d'offres pour le *handling* de la rampe, c'est-à-dire sur le tarmac. Un marché porte sur l'attribution de deux licences pour la gestion des passagers (ou « pax » dans le jargon) et de leurs bagages. L'autre porte sur l'attribution du *ground handling* des marchandises. Aujourd'hui, Luxair opère les deux. Le groupe belge Aviapartner détient également une licence (qui existe pour être conforme au droit européen), mais ne l'exploite. La manutention de marchandise, via LuxairCargo, rapporte autour de 110 millions d'euros par an à la compagnie aérienne, principalement grâce à son meilleur client Cargolux. Mais les 1 400 salariés de LuxairCargo (sur les 2 900 du groupe) et les charges connexes coûtent environ 110 millions d'euros annuellement. Une petite marge bénéficiaire est générée dans les périodes de forte activité (autour de deux millions d'euros). Si cette dernière ralentit, alors LuxairCargo subit des pertes. Puis il faut investir dans le digital et la robotique. Un investissement lourd que Luxair, fragilisée par la pandémie, aurait des difficultés à consentir. L'an passé Cargolux a demandé et obtenu une licence de *handling*. L'appel d'offres pour la gestion des marchandises entre l'avion et le hangar requiert cet investissement dans l'outil de travail ainsi que la reprise des salariés de LuxairCargo sous les termes de la convention collective. Le *request for qualifications* (RFQ), ouvert initialement jusqu'à fin avril et durant lequel une liste de candidats est établie, a été prolongé jusque fin mai. Viendra ensuite le *Request for proposals* (RFP) qui permettra de choisir les quatre offres (deux fois deux).

Le ministère ne se prononce pas sur l'issue du processus d'adjudication pour ne pas laisser croire que les dés sont pipés. Mais l'idée serait que Luxair se concentre sur son cœur de métier, à savoir le transport de passagers, aérien et au sol. La société postulerait au *handling pax* où 400 personnes travaillent actuellement, au service de tous les compagnies aériennes opérant au Findel.

Voilà où François Bausch pourrait voir là un hic. « Non seulement Félicie (Weycker, ndlr) est présidente du conseil de l'entreprise qui lance l'appel d'offres, mais elle est en plus fonctionnaire d'État. Je laisse analyser. Si quelque chose pose problème, je parle à Félicie et on s'arrange ». Le ministre ajoute aussi qu'il ne s'inquiète pas de l'appel d'offres en tant que tel. Mais le conseil d'administration ne devrait pas s'impliquer dans la procédure. « La direction de Luxair-

port opérerait la sélection et choisirait celui qui l'emporte. Et si quelqu'un contestait, alors il appartiendrait au tribunal de juger », conclut François Bausch. Clifford Chance doit livrer son rapport le mois prochain. Interrogé par le *Land* au sujet de l'enchevêtrement de responsabilités assumées par des hauts fonctionnaires autour de l'aéroport, le président de l'Autorité de la Concurrence, Pierre Barthelmé, ne voit ni risque d'abus de position dominante, ni matière à investigation. « Mais si on devait recevoir une plainte, alors on serait obligé de l'instruire », indique Pierre Barthelmé. L'économie aéroportuaire est plus que jamais une affaire d'État. Depuis 2019, siège au conseil d'administration de Cargolux un émissaire de Xavier Bettel (DP) : Anouk Agnes dans un premier temps, ancienne conseillère économique aujourd'hui reconvertie dans l'administration de sociétés. Siègent maintenant Jacques Flies, secrétaire général du conseil de gouvernement. « De par son positionnement au cœur de l'exécutif, le ministère d'État est particulièrement bien placé pour apporter une plus-value à la gouvernance de la société », justifie une porte-parole du Premier ministre.

Réunis en conseil, les ministres signent régulièrement des accords aériens bilatéraux, préalable à l'ouverture de liaisons aériennes régulières (fret ou passager), soit par un transporteur aérien luxembourgeois, soit par un transporteur aérien de l'autre partie contractante. En avril, ont été adoptés par le conseil de gouvernement des projets de loi approuvant les accords avec le Panama, l'Algérie, le Ghana, Cuba, Hong Kong et le Koweït. Le Luxembourg et ses compagnies aériennes jouissent d'un réseau d'accords avec 70 juridictions. « La conclusion de tels accords relève de la Direction de l'aviation civile, sous la coordination du ministère des Affaires étrangères », assure le ministère d'État. Chez Cargolux, on explique que les compagnies aériennes sollicitent souvent au préalable les liaisons potentiellement judiciaires. Les « freedoms of the air » se révèlent des contraintes et des enjeux de négociations. Lors de la Journée de l'Économie à la Chambre de commerce en avril, le CFO Maxim Straus a ainsi expliqué que la filiale Cargolux Italia avait pour principale raison d'être de bénéficier du réseau de destinations italiennes. Cargolux s'assoit ainsi en passager clandestin (*free rider*) pour toucher des destinations comme la Corée, l'Italie ayant plus de *bargaining power* que le Luxembourg pour justifier des vols réguliers entre les deux destinations. Les Coréens se déplacent moins pour la Gêlle Fra que pour le Colisée.

Puis viennent les aléas diplomatiques. La compagnie doit également s'aligner sur les régimes de sanctions, européennes, britanniques et américaines. « Elles impactent notre manière de voler », a expliqué Maxim Straus. L'interdiction de survoler la Russie génère un surcoût répercuté sur le client (*war surcharge*) pour les vols en Asie, alors que les compagnies chinoises ont le droit de survoler l'espace aérien russe. Puis viennent les contraintes climatiques. Comme l'indique François Bausch, les principaux défis des sociétés de l'aéroport se posent aujourd'hui à un horizon de dix ou quinze ans. ●

Gilles Feith (directeur général de Luxair), Félicie Weycker (présidente de Luxairport) et Tom Weisgerber (président de Cargolux)



ÉDITORIAL

De blanne Passagéier

Bernard Thomas

Depuis le Luxembourg, la réforme des retraites de Macron et son passage en force sont vus comme un problème français. Le 25 avril, Déi Lénk a déposé une résolution au Parlement appelant le gouvernement français « à respecter le droit de manifester et l’État de droit » et dénonçant les « violences policières et arrestations arbitraires ». Jugée « non-opportune », la proposition sera rejetée à 56 voix. Ce lundi, à l’Office des Nations unies de Genève, la délégation du Grand-Duché a recommandé à la France de « repenser » ses politiques de maintien de l’ordre « pour éviter l’usage excessif de la force [...] lors des manifestations ». Le même jour, sur le parvis du Neimënster, Nora Back tenait son discours de 1^{er} mai, adoptant un ton défiant : « Den OGBL léisst keng Attacken op eise Pensiounssystem zou ! A wa si et probéieren, wäerte si et genee esou ze spiere kréien, wéi a Frankräich. »

Un fait passe pourtant inaperçu : Le report de l’âge de départ à la retraite en France aura un impact direct au Luxembourg. Des dizaines de milliers de frontaliers aux « carrières mixtes » franco-luxembourgeoises vont en ressentir les conséquences : Ils vont devoir travailler jusqu’à deux ans de plus au Grand-Duché avant de pouvoir toucher leur pleine retraite en France. Chez l’OGBL, on estime qu’environ quarante pour cent des 121 000 frontaliers français seraient impactés par la réforme, c’est-à-dire que, financièrement, ils ne pourront se permettre de renoncer (temporairement) à la part française de leur retraite. L’OGBL serait « bombardé d’interrogations », dit Christian Simon-Lacroix, un des permanents du syndicat : « Une infirmière m’a récemment confié ne pas savoir comment faire pour tenir deux ans de plus ». Il estime que les frontaliers lorrains auraient un profil socio-économique « plus col bleu », et seraient donc tendanciellement plus exposés aux emplois pénibles, ceux qui fatiguent et usent.

« Au bout de quarante annuités, ces gens pensaient voir le bout du tunnel, mais les règles du jeu ont été changées », s’insurge Saïd Bouressam. Le président de la section OGBL « Audun-le-Tiche, Villerupt, Pays Haut » dit avoir participé aux treize journées de mobilisation (pour certaines manifs, l’OGBL affrétait des bus vers Metz). Le 1^{er} mai, il a défilé dans le carré de tête du cortège parisien. Il souligne fièrement que l’OGBL est membre, aux côtés de la CFDT, de la CGT ou de FO, de l’Intersyndicale de Longwy, dont les tracts portent le logo du syndicat luxembourgeois : « Cela n’existe nulle part ailleurs en France ! » Le bureau exécutif de l’OGBL a également fait preuve de solidarité. Le syndicat a collecté 10 000 euros en soutien aux grévistes, « un acte aussi envers nos membres pour se battre pour leurs droits », expliquait la secrétaire centrale Michelle Cloos lors de la remise du chèque symbolique à la CGT. (Lié à la CFDT, le LCGB se dit « solidaire », mais n’a ni publié de communiqué ni participé aux manifestations, ceci afin de « ne pas mettre en danger » des membres, selon son secrétaire général adjoint, Christophe Knebelér.)

Par bienséance sans doute, ni les syndicats, ni le patronat, ni le gouvernement névoquent les effets, a priori bénéfiques, qu’aura la réforme française sur l’équilibre du système des pensions luxembourgeois. Pourtant, en cotisant deux années de plus, les frontaliers lorrains contribueront à sa pérennité, finançant ainsi les retraites anticipées des résidents. Chez l’OGBL, on préfère plutôt pointer les « effets pervers » de l’allongement de l’âge de départ, qui, dit-t-on, pourrait in fine se révéler comme « une charge » pour la CNS luxembourgeoise : « Certains me disent : 'Deux ans de plus ? Ce sera au moins un an d’arrêt maladie !' », relate Bouressam.

Le matin du 1^{er} mai, dans le Bois de Boulogne, la façade de la Fondation Louis-Vuitton a été aspergée de peinture. Le collectif Extinction Rebellion visait ainsi le groupe de luxe LVMH qu’il accuse d’« optimisation fiscale ». Celle-ci passe en large partie par le Grand-Duché ; l’enquête « Openlux » a identifié 31 holdings liées à LVHM et à son PDG Bernard Arnault. De nouveau, le Luxembourg apparaît comme le passager clandestin de l’Union européenne et de la Grande Région. Une partie de ses recettes reste tributaire de l’érosion des bases d’imposition des autres États, alors que son modèle de croissance (sur lequel se fonde son modèle social) continue à carburer grâce à la main d’œuvre lorraine.

P O L I T I K

LSAP millenials

La Fondation Robert Krieps, le *think tank* socialiste, vient de publier un recueil de 19 textes intitulé *Next Generation : Nos idées pour les défis de demain*. L’introduction parle d’une « vingtaine de jeunes [contributeurs] engagés politiquement pour une démocratie sociale et progressiste ». Pour faire plus court et plus précis, on aurait pu écrire : Une vingtaine de jeunes politiciens du LSAP. Car quasiment tous les auteurs sont encartés au parti. Le livre offre un présentoir à ces militants nés autour de 1990 (parmi lesquels Max Leners ; photo : sb) et pour la plupart candidats aux communales.

La qualité des textes s’avère inégale, certaines contributions se lisant comme des dissertations de *Proseminar* ou de TD, très sérieuses et quelque peu grandiloquentes. Les auteurs avaient carte blanche quant au sujet à traiter (sauf le logement, déjà couvert par une publication antérieure) : La plupart ont choisi le climat et la biodiversité, certains le digital, quelques-uns l’éducation. (Bien que présente en filigrane dans certains des textes, la question sociale ne fait l’objet que d’une seule contribution, signée Lisa Kersch.)

Olivier Cano écrit ainsi sur la sobriété et le découplage avec une conséquence et une radicalité qu’on entend rarement dans le débat luxembourgeois. L’étudiant à Sciences Po Paris appelle à « renoncer à toutes les activités qui sont fondamentalement incompatibles avec notre objectif d’émettre deux tonnes de CO₂ par habitant. » Et d’estimer que « les décideurs politiques qui manquent de cette franchise, en disant que partir en vacances en avion est toujours possible, que s’acheter une nouvelle voiture tous les cinq ans est aussi normal [...] font preuve au mieux d’incompétence et au pire de malhonnêteté. »

Caroline Huberty, ancienne gérante du « Bache Jang » et candidate aux communales à Differdange (et incidemment épouse de Marc Limpach, président de la Fondation Robert Krieps), signe un très beau texte sur la protection des animaux ; pas un sujet qu’on associerait spontanément avec le LSAP. Elle y mobilise une série de figures tutélaires du mouvement ouvrier, de Louise Michel à Rosa Luxemburg, en passant par August Bebel qui, dès 1879, écrivait : « Auch können auf einer gegebenen Ackerfläche viel mehr vegetabilische Nährstoffe gebaut werden, als auf derselben Fläche Fleisch durch Viehzucht erzeugt werden kann ». Puis de changer d’échelle, et de retracer les premières tentatives de légiférer

en la matière au Luxembourg, le député socialiste René Blum (en 1924) et la coalition sociale-libérale (en 1978) échouant contre les oppositions formelles du Conseil d’État. Le recueil signale surtout que la jeune garde du LSAP ne compte pas laisser les sujets environnementaux aux Verts ou au DP de Xavier Bettel (et de son chef de cab’ Jeff Feller). bt

„Sozialistische Ideologie“

CSV und DP kommen sich wahlstrategisch näher. Das zeigt zum Beispiel ihre gemeinsame Front gegenüber dem Gesetzentwurf von LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert zur Auslagerung von Klinikaktivitäten. Dass die dem Staatsrat nicht weit genug geht, hat ausgerechnet im Wahlkampf die Debatte über die Gesundheits-Liberalisierung neu entfacht. CSV-Präsident Claude Wiseler warf am Dienstag der LSAP und ihrer Spitzenkandidatin „sozialistisch-dirigistische Politik“ vor, die das Gesundheitswesen „kaputtmacht“. Die CSV dagegen sei für die Förderung von Privatinitiativen. DP-Generalsekretärin Carole Hartmann äußerte sich am Mittwoch gegenüber RTL aus Koalitionsräsion weniger aggressiv, in der Sache aber wie Wiseler. Die Ironie des Wahlkampfs liegt darin, dass weder Wiseler noch Hartmann es wirklich besser wissen als Lenert. Denn wie diese sind auch sie für eine Regulierung des außerklinischen Bereichs, der bisher völlig unreguliert ist. Der Unterschied ist nur, dass die zuständige Ministerin keinen Plan dafür hat. Nun wird ohne viel Erbarmen gegen sie verwendet, was während der Covid-Krise liegengelieben war. pf

All Along The Watchtower

Ce mardi, le vice-Premier ministre vert, François Bausch, a lancé un « Observatoire digital de la mobilité » chargé de « collecter, traiter et diffuser » les données sur les flux de mobilité. Cet observatoire

viendra s’ajouter à ceux de l’habitat, de la compétitivité, de la qualité scolaire, de la santé, de la formation, de l’absentéisme au travail, de l’égalité, de l’environnement, du climat et des élections. Quant à la vice-Première ministre socialiste, Paulette Lenert, elle a récemment préconisé la création d’un « observatoire de la consommation ». À quand un observatoire des observatoires ? bt

P E R S O N A L I E

François Bausch,

ministre du Développement durable, des Infrastructures et de la Mobilité depuis 2013, confie au *Land* ce mercredi qu’il se verrait bien à la Commission européenne. En ce *Superwaljoer*, le leader écologiste cède la *Spëtzekandidatur* à Sam Tanson. François Bausch a déjà manifesté le vœu de ne pas rempiler à des fonctions ministérielles et il semblait se contenter, au moins publiquement, d’un mandat parlementaire. Mais à l’issue d’une discussion sur l’implication de son ministère dans les sociétés de l’aéroport au cours de laquelle le ministre a notamment regretté le faible poids de la commissaire en charge des Transports, Adina-Ioana Valean, François Bausch a manifesté une envie de changement. Pourquoi pas Bruxelles donc, s’interroge celui qui a localement changé la mobilité au niveau national avec, plus particulièrement, la gratuité des transports publics et le tramway dans la capitale. Ce sera évidemment plus facile si Déi Gréng intègrent une nouvelle fois la coalition gouvernementale. pso

U M W E L T

Stress hydrique

En Europe, l’été 2023 s’annonce comme celui d’une sécheresse historique. Au Luxembourg, le

« déficit de recharge » des nappes souterraines est estimé à trente pour cent, écrit la ministre de l’Environnement, Joëlle Welfring (Déi Gréng), cette semaine en réponse à une question parlementaire de Gusty Graas et André Bauler (DP). La faute à un été caniculaire et à un mois de février marqué par « un déficit prononcé des précipitations ». Or, les estimations restent hautement incertaines. C’est que les aquifères luxembourgeois ont la caractéristique d’être très profonds, plus de soixante mètres pour le Grès de Luxembourg, au point que le temps de transfert de l’eau de pluie vers les nappes phréatiques se mesure en plusieurs mois, voire années. Reste que, selon les mesures « les plus récentes », les débits de ces sources se situeraient à « un niveau comparable » aux années précédentes. La situation serait plus alarmante pour les sources plus réactives aux précipitations, comme l’aquifère du Muschelkalk à l’Est du pays, dont les niveaux se trouvaient fin 2022 à des niveaux « parmi les plus bas jamais mesurés depuis les vingt dernières années ». bt

G E S U N D H E I T

Briefs der AMMD

In einem offenen Brief appelliert der Ärzteverband AMMD an die Mediziner/innen, in ihren Praxen die von der AMMD-Firma Digital Health Network (DHN) entwickelte Software für den digitalen Datenaustausch zu installieren. Sie sei „la seule solution conforme à la loi“. Etwa zeitgleich kündigte Anfang der Woche der Konkurrent von DHN an, ab diesem Monat eine neue Version seiner Software anzubieten. Neben der elektronischen Abwicklung von Bezahlvorgängen und der Rückerstattung an die Versicherten durch die CNS enthalte das Upgrade noch weitere Optionen. Die Auseinandersetzung zwischen der Regierung und der AMMD, die die finanziell angeschlagene DHN gerettet sehen

möchte, dürfte sich dadurch nicht beruhigen. In einem Brief an die Gesundheitsministerin und den Sozialminister stellt die AMMD ihnen 30 Fragen und beklagt indirekt, dass es den Konkurrenten ihrer Firma überhaupt geben kann. Sie stellt Regierung und CNS ab Mittwoch ein zweiwöchiges Ultimatum, damit vergangene Woche bei einer außerordentlichen Vollversammlung des Ärzteverbands mündlich gemachte Zusagen zu DHN konkretisiert werden. Andernfalls lasse die AMMD die Mitarbeit am digitalen Patientendossier DSP sowie am geplanten Païement immédiat direct ruhen und suspendiere, wie bereits 2018, die Mitarbeit in der Nomenklaturkommission, die dem Sozialminister Empfehlungen zu Gebührenordnungen macht. pf

A R M E E



Wie weiter?

Verteidigungsminister François Bausch (Grüne) stellt kommenden Donnerstag neue Leitlinien für die Verteidigungspolitik vor. Die ersten *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l’horizon 2025 et au-delà* datieren von 2017. Sie waren der erste Versuch zu beschreiben, wie Luxemburg relevante militärische Fähigkeiten aufbauen sollte. Das Update ist im Koalitionsvertrag vorgesehen, entstand aber vor dem Hintergrund des Ukraine-Kriegs und der neuen Nato-Strategie, die davon ausgeht, dass „im euro-atlantischen Raum kein Frieden mehr“ herrscht. Sein Horizont soll bis 2035 reichen (Foto: Olivier Halmes). pf

Blog

Ein Superwahljahr

Peter Feist

Die Gemeindewahlen sind auch ein Test für die zum Parlament vier Monate später. Und: Es gibt ein Drittel mehr Proporzgemeinden



Die Stater DP mit Premier Xavier Bettel auf einem Samstags-Markt. Ganz links Patrick Goldschmidt, neben Lydie Polfer Co-Spitzenkandidat zu den Gemeindewahlen

Weil Gemeindewahlen alle sechs Jahre stattfinden und Kammerwahlen alle fünf, kommt es nicht oft vor, dass sie in dasselbe „Superwahljahr“ fallen. Zum letzten Mal war das 1999 so. Und wäre der gewohnte Rhythmus nicht unterbrochen worden, als 2013 die CSV-LSAP-Regierung an der Srel-Affäre zerbrach und die Kammerwahlen um ein Jahr vorgezogen wurden, hätte das nächste Superwahljahr erst 2029 ins Haus gestanden.

Dieses Jahr liegt die politische Verbindung zwischen beiden Urnengängen besonders auf der Hand: Nur vier Monate trennen sie voneinander. Die Gemeinderäte werden im Juni gewählt, das Parlament im Oktober; 1999 war das noch umgekehrt. Vor allem aber will die CSV endlich zurück an die Macht, nachdem es 2018 nicht geklappt hatte. Das macht die Gemeindewahlen zum Test für die zur Kammer, und in die kommunalen Resultate wird eine Menge nationale Bedeutung hineingelesen werden.

Die CSV agiert bereits entsprechend. Vor den Gemeindewahlen 2011 hatte ihr damaliger Präsident Michel Wolter erklärt, im Unterschied zum Ausland seien Gemeindewahlen in Luxemburg keine nationalen Testwahlen. Doch damals regierte die CSV noch. Ein halbes Jahr vor den Gemeindewahlen 2017 fand Wolters Nachfolger Marc Spautz, Gemeinde- und Kammerwahlen seien zwar „zwei Paar Schuhe“, dennoch wolle die CSV aus den Gemeindewahlen „gestärkt“ in die Kammerwahlen im Jahr danach gehen. Dieses Jahr verliert die CSV zu den Gemeindewahlen vergleichsweise wenige Worte. Einen Gemeindewahlkongress hat sie nicht ausgerichtet, der Nationalkonvent am 24. März in Ettelbrück mit der Kür Luc Friedens zum nationalen Spitzenkandidaten sollte reichen. Auf der Webseite der Chrëschtlech-sozial Gemengerët steht noch immer das 30-seitige Rahmenprogramm zu den Kommunalwahlen 2017 zum Herunterladen, für dieses Jahr hat das Generalsekretariat der Partei auf 18 Seiten „Programmelementer“ zusammengestellt. Als vergangene Woche das Generalsekretär-Tandem Stéphanie Weydert und Christophe Hansen die vier „großen Themen“ der CSV für die Gemeindewahlen vorstellte – sozialer Zusammenhalt, Wohnungsbau, Gesundheit und Sicherheit –, sagten sie, die Partei werde sich davon auch für die Kammerwahlen „leiten lassen“. Soll heißen: Es wird genau analysiert werden, welche Zugkraft diese Themen entfalten. Gegebenenfalls werde für die Kammerwahlen „nachjustiert“, berichtete Christophe Hansen. Und natürlich wartet die CSV den Ausgang der Gemeindewahlen ab, ehe sie die Listen für die zur Kammer aufstellt. Co-Präsidentin Elisabeth Margue brachte es gegenüber dem *Land* schon vergangenen Herbst salopp auf den Punkt: „Wann lo een der total laansch d’Bake kritt, stellt sech d’Pro, ob een deen dräi Méint drop nach emol mathëllt. Dat wär e bëssi penibel“ (*d’Land*, 22.10.2022).

Dass die anderen Parteien es genauso halten, überrascht nicht. Dass sie zu den Gemeindewahlen an Prominenz aufbieten, was sich aufbieten lässt, ebenfalls nicht. Zwar ist das Risiko reell,

2017 hatte die CSV die LSAP als die in den Gemeinden stärkste Partei abgelöst. Dennoch bietet nicht sie die meisten Listen auf, sondern die DP

dass Kandidat/innen, die für die Parlamentswahlen wichtig wären, beim kommunalen Urnengang verbrannt werden könnten. Doch von der Probelauf-Funktion abgesehen, haben die Wahlen am 11. Juni noch eine weitere besondere Bedeutung: Seit 2017 hat die Zahl der Porporzgemeinden, in denen nach Parteilisten gewählt wird, um ein Drittel zugenommen, von 42 auf 56. Das macht die Gemeindewahlen zu einem Wettbewerb um die Neuverteilung der Macht auf der kommunalen Ebene. Längerfristig gewinnt auch an nationalpolitischer Legitimation, wer in den 56 Gemeinden regiert oder zumindest im Gemeinderat sitzt.

Und so treten von den 21 CSV-Abgeordneten 16 zu den Kommunalwahlen an, von den zwölf DP-Abgeordneten zehn, von den zehn LSAP-Abgeordneten sechs, von den neun grünen Abgeordneten sechs. Die beiden Linken-Abgeordneten kandidieren am 11. Juni ebenfalls, von den beiden Piraten-Abgeordneten nur Marc Goergen, von den vier ADR-Abgeordneten Fernand Kartheiser und Jeff Engelen. Haben sämtliche 16 aus der CSV Kandidierenden ein kommunales Mandat zu verteidigen, trifft das nicht auf alle anderen *députés-candidats* zu. Für die LSAP tritt Francine Closener, die Co-Parteipräsidentin, in Mamer neu an, ebenfalls neu in Mamer die grüne Co-Präsidentin Djuna Bernard. Der grüne Abgeordnete Charles Margue kandidiert in Lintgen auf einer gemischten Liste neu. Dass der DP-Abgeordnete Guy Arendt Bürgermeister in Walferdingen war, ist schon sieben-einhalb Jahre her.

Bereits 2017 waren die Gemeindewahlen eine Art Test für die Kammerwahlen ein Jahr später. Ihr Ausgang erweckte den Eindruck, die CSV sei zurück in Richtung Macht unterwegs. Beginnend mit den Europawahlen 2014, über das Referendum 2015 bis hin zu den Kommunalwahlen 2017 war die CSV kontinuierlich gegenüber den drei Regierungsparteien gestärkt worden. Aus den Gemeindewahlen ging sie als klare Siegerin hervor und löste die LSAP als die kommunal stärkste Partei ab. Im Schnitt der damals bestehenden 42 Proporzgemeinden verbesserte sie ihren Stimmenanteil gegenüber 2011 um 3,3 Prozentpunkte auf 33,6 Prozent. Während die LSAP 2,6 Punkte verlor und bei 29,1 Prozent ankam. Die DP (20,5%) büß-

te 0,8 Punkte ein, die Grünen (17,6%) 0,4 Punkte (*d’Land*, 13.10.2017). In 22 dieser 42 Proporzgemeinden stellt die CSV heute den Bürgermeister, die LSAP in zehn, die DP in fünf, die Grünen in einer. In weiteren acht ist die CSV an einer Koalition beteiligt, die DP in sieben, die LSAP in sechs, die Grünen in zehn.

Der Zuwachs an Proporzgemeinden hat jedoch alle Parteien überfordert. Keiner ist es gelungen, für jede der nun 56 Proporzgemeinden Listen aufzubieten, die so viele Kandidat/innen zählen, wie jeweils Ratsmandate zu vergeben sind. Und bemerkenswerterweise kann die CSV mit 45 solcher Komplettlisen nicht die meisten vorweisen, sondern die DP mit 47. Und während die CSV mit 696 Kandidat/innen zwar die meisten für die Proporzgemeinden aufbietet, reichen die 623 der DP für mehr Listen. Dass die DP offenbar mehr Listen für größere neue Proporzgemeinden zusammenstellen vermochte, könnte sich am 11. Juni auszahlen. Die LSAP bietet 39 ganze Listen auf, die Grünen 36. Wobei LSAP-Kandidat/innen noch auf 13 gemischten Bürgerlisten stehen; für die Grünen neben Charles Margue in Lintgen noch Ex-Parteipräsident Christian Kmiolek in Kopstal.

In diesem veränderten Kontext könnten sich die aktuell bestehenden Machtverhältnisse auf der kommunalen Ebene durchaus verändern. Offiziell beginnt der Gemeindewahlkampf am 15. Mai. Neben der CSV könnte auch der DP daran gelegen sein, in ihn die großen nationalen Themen hineinwirken zu lassen und auf einen Bettel-Effekt zu hoffen, wie die CSV auf einen Frieden-Effekt. Es ist ja nicht gesagt, dass viele Wähler/innen am 11. Juni der Regierung einen Denzettel verpassen wollen. Und wenn, dann vielleicht den Grünen mit dem Wohnungsbau- und Polizeiminister oder der LSAP mit der Gesundheitsministerin, aber nicht der DP, von der es ein klein wenig Steuerreform gibt. Strategisch nimmt die DP die Gemeindewahlen ähnlich ernst wie die CSV.

Dass dieses Jahr auch die kleinen Parteien nach mehr Legitimierung suchen, ist klar. Die Linken haben mit sieben Listen eine mehr aufgestellt (in Schifflingen) als 2017, die ADR mit elf auch eine mehr (in Kayl). Die KPL tritt in Differdingen und Esch/Alzette an – und in Rümelingen, wo sie seit 2017 Koalitionspartnerin der LSAP ist. Frank Engels Fokus kandidiert mit Listen in Differdingen, Sassenheim und der Hauptstadt. Die größten Anstrengungen unter den Kleinen haben vielleicht die Piraten unternommen: 2017 waren sie in sechs Proporzgemeinden mit einer Liste angetreten, nun haben sie 13. Die libertäre Partei, der die *Sonndesfro* seit November 2021 den Fraktionsstatus im Parlament prophezeit, „wenn morgen Wahlen wären“, ist womöglich diejenige, die den 11. Juni am meisten als Probelauf für den 8. Oktober ansieht: Angesichts von zurzeit nur zwei Abgeordneten könnte in der Partei die Ansicht vorherrschen, kommunal wie national mehr zu gewinnen als zu verlieren zu haben. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Zweideutigkeit

Im Wahlkampf pflegt die LSAP, das „A“ in ihrem Namen aufzupolieren. Im Alltagsgeschäft will sie es beim Polieren belassen. Deshalb versteckte sich Arbeitsminister Georges Engel vergangene Woche hinter einem *État des lieux des enjeux et des risques de la Réduction du Temps de Travail*.

Die Bestandsaufnahme des Liser zitiert keine Männer und Frauen, die stundenlang zur Arbeit fahren, die anstrengende, gefährliche Arbeiten verrichten, die Überstunden, Schicht- und Nachtarbeit leisten, die wenig verdienen. Sie zieht keine Lehren aus der Geschichte der Arbeitszeitverkürzungen seit 1876. Sie erwähnt nicht die Gewerkschaften, Streiks, Kundgebungen, die dafür nötig waren.

Die Studie „repose principalement sur une revue de la littérature existante [...] plutôt que sur des données empiriques“ (S. 69). Die Studie ist eine Zusammenfassung anderer Studien. Früher hieß das Metastudie, heute ChatGPT.

Die Autorinnen zitieren Vor- und Nachteile von Arbeitszeitverkürzungen. Sie wägen sie ab und nennen das Ergebnis jedes Mal „ambigu“. Am Ende heißt es: „En conclusion, ce document a souligné les effets ambigus d’une réforme visant une réduction de la durée légale hebdomadaire du temps de travail“ (S. 72).

Das *Tageblatt* hält die Ambiguität für „in vielen Punkten wenig klare Ergebnisse“ (26.4.23). Das *Luxemburger Wort* findet, dass es der Studie „arg an Aussagekraft fehlt“ (29.4.23). Das ist ein Missverständnis.

„Ambiguus“ kommt von „ambi“ (nach zwei Seiten) und „ago“ (drücken). Es bedeutet: hin- und hergerissen zwischen zwei Seiten, zweideutig. Die Zweideutigkeit von Arbeitszeitverkürzungen ist keine Unklarheit oder fehlende Aussagekraft. Sie beschreibt einen Widerspruch. Die Metapher ist wieder klüger als die Dichter.

87 Prozent der Erwerbstätigen sind lohnabhängig (S. 34). Sie verkaufen ihre Arbeitskraft den Unternehmern: den Besitzern von Maschinen, Fabriken, Büros, Läden. Diese Produktionsmittel treten den Besitzern der Arbeitskraft als fremdes Eigentum gegenüber. Den Produzierenden gehören nicht die

Produkte ihrer Arbeit. Sozialdialog, Wettbewerbsfähigkeit und christliche Soziallehre täuschen über diesen Widerspruch hinweg.

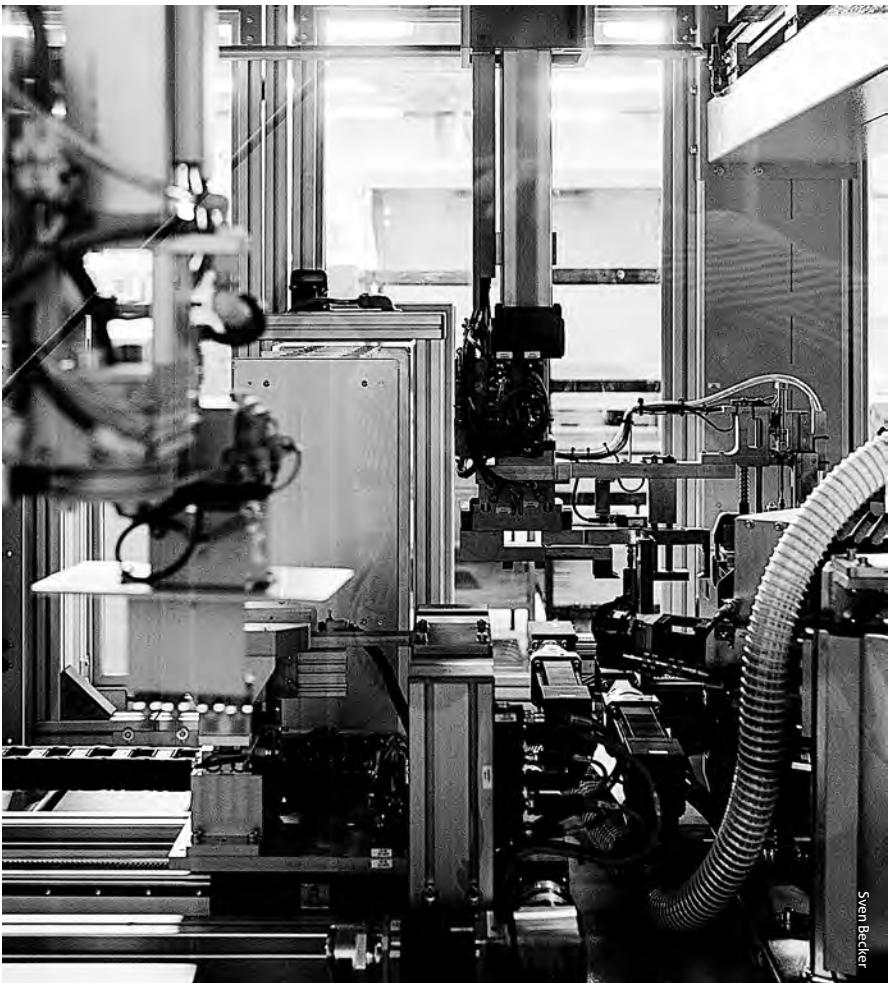
Technische Verbesserungen ermöglichen, in kürzerer Zeit gleich viele Waren und Dienstleistungen zu produzieren – oder in der gleichen Zeit eine größere Menge davon. Der dabei entstandene Wert wird hin- und hergerissen: Die steigende Produktivität erlaubt den Arbeitskraftverkäufern, weniger zu arbeiten – oder den Arbeitskraftkäufern, mehr zu verdienen.

Daher der Boykott durch die Unternehmer, die Ablehnung durch CSV, DP und ADR, das Versteckspiel der LSAP

Die Liser-Studie betont die hohe Produktivität: „En 2019, l’écart en faveur du Luxembourg était entre 30% et 40% par rapport aux pays frontaliers et même de près de 60% par rapport à l’ensemble des pays de la zone euro“ (S. 55). Doch zur Aneignung der Produktivitätsgewinne heißt es, Luxemburg sei „le seul pays à ne pas avoir réalisé de réduction du temps de travail“ (S. 26). In den vergangenen Wochen meldete die BIL einen Profit von 153 Millionen Euro, die Sparkasse von 235 Millionen, die BGL von 408 Millionen, RTL von 766 Millionen, Cargolux von 1,6 Milliarden Dollar, Arcelor-Mittal von 9,3 Milliarden Dollar.

Müssen die Besitzer der Produktionsmittel die Arbeitszeit senken, ohne die Löhne zu senken, bleibt ihnen weniger Profit. Der Streik um Arbeitszeitverkürzung ist stets ein Streik um Profit. Daher nun der Boykott durch den Unternehmerverband. Daher die Ablehnung durch CSV, DP, ADR. Daher das Versteckspiel des Arbeitsministers.

Die Autorinnen des Arbeitszeitberichts wollen die „coûts/bénéfices [...] pour la société dans son ensemble“ berechnen (S. 72). Der Saldo solcher Geschäftskonten ist nicht zweideutig. Er ist falsch. Die Gesellschaft ist kein Krämerladen. Bei Arbeitszeitverkürzungen sind die Vorteile der einen die Nachteile der anderen. Die Ambiguität ist ein Antagonismus. Die Zweideutigkeit ist eindeutig. ● Romain Hilgert



Steigende Produktivität erlaubt den Arbeitskraftverkäufern, weniger zu arbeiten. Oder den Arbeitskraftkäufern, mehr zu verdienen

FRANKREICH

Ein politisches Zeichen

Max Tholl, Paris

Nach der umstrittenen Rentenreform will Emmanuel Macron mit einem neuen Arbeitsgesetz Vollbeschäftigung schaffen



Bei Protesten am 1. Mai in Paris

Der Tumult um die umstrittene Rentenreform ist noch nicht abgeebbt, da prescht der französische Präsident schon mit dem nächsten Reformprojekt hervor. Emmanuel Macron wagt sich an sein zweites großes Wiederwahlversprechen: bis 2027 soll im Land Vollbeschäftigung erreicht werden. Seit seinem Amtsantritt hat er es geschafft, die Arbeitslosenquote von zehn auf momentan 7,3 Prozent zu drücken, nun soll sie in den nächsten Jahren unter fünf Prozent fallen. Dazu setzt Macron auf verschiedene Maßnahmen, die in einem Arbeitsgesetz gebündelt werden, dessen Entwurf Premierministerin Elisabeth Borne zufolge Anfang Juni vorgestellt werden soll. Ein zentraler wie umstrittener Punkt ist dabei die Neugestaltung der Arbeitsvermittlung. Aus der bisherigen Agentur Pôle emploi soll ab 2024 die zentrale Anlaufstelle France Travail werden, damit Arbeitssuchende schneller und effizienter beraten und vermittelt werden.

Besonders brisant: Auch die Grundsicherung RSA, die vor allem Langzeitarbeitslose und Alleinerziehende in Anspruch nehmen, soll im Zuge der Umstrukturierung zukünftig an strengere Konditionen geknüpft werden. Ein von der Regierung in Auftrag gegebener Bericht schlägt vor, dass sich alle RSA-Empfänger/innen bei der Arbeitsvermittlung anmelden müssen und sich verpflichten, 15 bis 20 Stunden pro Woche in Ausbildung oder Arbeitssuche zu investieren, um das Solidaritätseinkommen zu behalten. Schon

im Wahlkampf hielt Macron fest, es müsse bei der Sozialleistung Pflichten und Rechte geben. Auch soll für alle RSA-Empfänger/innen zukünftig die Anmeldung bei der Arbeitsvermittlung obligatorisch werden. Bisher sind aber nur rund 40 Prozent der 1,8 Millionen Betroffenen auch bei dieser angebunden. Der französische Wirtschaftsberater Denis Maillard ist skeptisch: „Es ist einfach, per Gesetz die Zuschüsse an Arbeit zu knüpfen, es ist deutlich schwieriger, diese Arbeit auch bereitzustellen oder zu finden.“ Vor allem müsse man hier „Absichten und Realität miteinander vereinen“. In Deutschland klingen die Forderungen der Regierung wohl allzu bekannt. Orientiert sich der französische Präsident etwa am Umstrukturierungsdrang und „Fördern und Fordern“-Prinzip der Hartz-Reformen?

Dominik Grillmayer vom Deutsch-Französischen Institut hat daran Zweifel: „Ich glaube nicht, dass es vergleichbar ist, weil die Hartz-Reformen doch sehr viel weiter gingen und der Arbeitsmarkt sehr viel flexibler gestaltet wurde mit einer extremen Ausweitung von Zeitarbeit.“ In Frankreich, so Grillmayer, liege der Fokus momentan vor allem darauf, die staatliche Arbeitsvermittlung neu zu strukturieren, da es hier erhebliches Verbesserungspotential gibt. Trotzdem: „Von der Philosophie her, geht das in dieselbe Richtung und das hat sich in den letzten Jahren abgezeichnet.“ Seit seinem Amtsantritt 2017 hat Macron das Land

wirtschaftlich vorangebracht, doch oft auf Kosten des Sozialstaates: der Kündigungsschutz wurde gelockert und erst im Februar die Bezugsdauer der Erwerbslosenversicherung um bis zu 25 Prozent reduziert. Doch dass Macron jetzt den sozialen Kahlschlag wagt, daran glaubt auch Denis Maillard nicht so recht: „Die Hartz-Reformen gelten hierzulande als neoliberale Schockdoktrine, ich glaube nicht, dass Macron sich diese zum Vorbild nimmt. Wieso auch? Das Wirtschaftssystem funktioniert und braucht keine drastischen Eingriffe.“ Tatsächlich ist es dem Präsidenten gelungen die hohe Erwerbslosigkeit zu reduzieren, durch kluge Investitionen die Jugendarbeitslosigkeit zu senken und die Wirtschaft von vielen bürokratischen Lasten zu befreien.

Für Maillard sind die jetzigen Reformanstöße vielmehr ein politisches Zeichen. „Es gibt in den verschiedenen Gesellschaftsmilieus das Gefühl, dass sich ein Schmarotzertum ausbreitet.“ Macron wolle dem entgegenwirken und sicherstellen, dass alle sich beteiligen. Ende März noch warnte der Präsident in einem Interview: „Viele Arbeiter/innen beklagen, dass wir von ihnen mehr Leistung fordern, während andere gar nicht arbeiten.“ Auch Innenminister Gerald Darmanin fand klare Worte: „Wenn RSA-Bezieher/innen nicht wieder ins Arbeitsleben zurückfinden wollen, ist es normal, dass wir sie sanktionieren.“ Dass die Reform nun quasi ins Ende der Protestflut gegen Macrons Rentenprojekt fällt, dürfte kein Zufall

Schon lange genießt der Präsident nicht mehr das Vertrauen seiner Bevölkerung: Einer jüngsten Umfrage des Journal du Dimanche zufolge, sind 74 Prozent der Befragten unzufrieden mit seiner Politik, 47 Prozent sogar sehr unzufrieden. Ein bisheriger Rekord

sein. Der Präsident will nach vorne blicken, die Themen Arbeit und Vollbeschäftigung zu den großen Baustellen seiner zweiten Amtszeit machen. Auch deshalb kündigte er kürzlich in einer TV-Ansprache einen „Pakt für das Arbeitsleben“ an, der in Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern entstehen und die Arbeitsbedingungen verbessern soll. „Der Protest gegen die Rentenreform hat gezeigt, dass die Menschen unzufrieden mit ihren Arbeitsverhältnissen sind“, sagt Maillard, „bisher fand das Thema nur wenig Beachtung beim Präsidenten, nun versucht er es zusammen mit der Vollbeschäftigung anzugehen“. Bis zum 14. Juli will Macron eine erste Beschlusslage vorstellen. Die Gewerkschaften sind seiner Einladung in den Elysée-Palast bisher nicht gefolgt, zu schwerwiegend ist das Zerwürfnis, das durch das Rentendrama entstanden ist. Die Sozialpartner lassen sich nicht von Macrons Reformeifer unter Druck setzen. Die präsidentiale Hauruck-Politik erweckt eher den Eindruck, dass Macron die Bedürfnisse der Arbeitnehmer/innen dem Ziel der Vollbeschäftigung unterordnet und der gesellschaftliche „Pakt“ am Ende mehr Besänftigungstaktik als Zugeständnis ans Volk wird. Schon lange genießt der Präsident nicht mehr das Vertrauen seiner Bevölkerung: Einer jüngsten Umfrage des *Journal du Dimanche* zufolge, sind 74 Prozent der Befragten unzufrieden mit seiner Politik, 47 Prozent sogar sehr unzufrieden. Ein bisheriger Rekord.

„Man kann sich die Frage stellen, ob diese Initiativen nun zum richtigen Zeitpunkt kommen und von der Bevölkerung als Verbesserung ihrer Lebenssituation wahrgenommen werden“, sagt Dominik Grillmayer. Vieles deute darauf hin, dass Macron sich von der Maxime „sozial ist, was Arbeit schafft“ leiten lässt. Mehr und vor allem bessere Arbeit schaffen – der Präsident bleibt den Beweis noch schuldig, dass er diesen Spagat meistern kann. ●

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois.

Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1

Teure Arbeitsstunden

Nachdem die drei national repräsentativen Gewerkschaften OGBL, ICGB und CGFP sich vergangene Woche in einer gemeinsamen Mitteilung über den „unwürdigen Umgang“ des Stateg mit ihnen beklagten (*d'Land*, 28.04.2023), durfte dessen Direktor Serge Allegrezza (Foto: sb) sich am Tag nach dem 1. Mai gegenüber *RTL* nicht nur über die wirtschaftliche Entwicklung in geopolitisch instabilen Zeiten äußern, sondern auch die von LSAP-Arbeitsminister Georges Engel beim Liser in Auftrag gegebene Studie zur Arbeitszeitverkürzung kritisieren, die mit veralteten Zahlen von 2016 erstellt worden sei. Allegrezza selbst führte Zahlen aus dem nicht repräsentativen Pandemiejahr 2020 an, um zu belegen, dass inzwischen in Luxemburg weniger gearbeitet werde als in Deutschland, aber immer noch mehr als in Belgien, Frankreich und Italien. Den Gewerkschaften warf er wegen ihrer Kritik am Stateg „Komplottismus“ vor und verteidigte die Studie zum Weltfrauentag, die differenzierter gewesen sei als die laut Allegrezza „erfreuliche“ Hauptaussage, in Luxemburg sei der durchschnittliche Stundenlohn von Frauen höher als der von Männer, es vermuten ließe. 45 Minuten nach Allegrezzas Auftritt im *RTL Radio* veröffentlichte das Stateg eine Studie mit dem etwas provokativen Titel „L'heure travaillée reste onéreuse au Luxembourg“, in der es den Arbeitsmarkt aus Arbeitgebersicht beleuchtet. Die Statistiker/innen stellen darin fest, dass

im Jahr 2022 eine Arbeitsstunde die Betriebe durchschnittlich 50,70 Euro kostete: In keinem anderen Land in der EU sei Arbeit so teuer wie in Luxemburg. Auf den Plätzen zwei bis vier landen Dänemark (46,80 Euro), Belgien (43,50) und Frankreich (40,80). Aus der Studie geht jedoch ebenfalls hervor, dass vor allem die vollkommen überdimensionierte Finanz- und Versicherungsbranche die durchschnittlichen Lohnkosten in Luxemburg künstlich in die Höhe treibt. In diesem Sektor ist die durchschnittliche Arbeitsstunde mit 88,30 Euro rund 75 Prozent teurer als der nationale Durchschnitt, 60 Prozent teurer als im Gesundheits- und Sozialwesen, 80 Prozent teurer als im Bildungswesen, 100 Prozent teurer wie im Transport oder in der Industrie und fast 200 Prozent teurer als im Handel, Baugewerbe und Horeca, wo die niedrigsten Löhne gezahlt werden. Im Umkehrschluss lässt die Stateg-Studie ebenfalls durchblicken, dass nicht Staatsbeamte am meisten verdienen, wie oft im Volksmund behauptet wird, sondern Angestellte in der Finanz- und Versicherungsbranche, wo das monatliche Bruttogehalt hochgerechnet bei um die 15 000 Euro liegen dürfte – gegenüber 8 000 Euro beispielsweise im Enseignement. Diese Stateg-Studie ist demnach ebenfalls differenzierter als ihr Titel und ihre Hauptaussage es vermuten lassen. II



Land

05.05.2023

7

WIRTSCHAFT

Antoine Brockovich



La protection des lanceurs d'alerte était un dossier clef pour Sam Tanson (Déi Gréng). La ministre de la Justice l'a défendu bec et ongles contre une coalition d'intérêts allant du Barreau à la place financière. Elle a même osé s'aventurer au-delà du *level playing field* et déroger au credo grand-ducal du « toute la directive et rien que la directive ».

Au total, le projet de loi a récolté 21 avis, la plupart négatifs. Alors que la Chambre de commerce a critiqué « une approche répressive, spécialement envers les entreprises », le Conseil de l'ordre des avocats a sorti le bazooka, fustigeant « une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres, qui n'est pas digne d'un État de droit. »

Dans les débats parlementaires d'ordinaire très insipides, le député Laurent Mosar (CSV) assure un certain divertissement. Ce mardi, il n'a pas déçu, agitant le spectre

du « Denunziantentum », tout en martelant que ce serait « eis verdammte Pflicht » de protéger les « employés courageux » (soit les vrais *whistleblowers*) de représailles. Sans surprise, Mosar s'est insurgé du fait que la loi luxembourgeoise aille plus loin que la directive européenne. Alors que le champ d'application de la première englobe l'ensemble du droit national, la seconde se limite au droit européen (concurrence, marché intérieur, etc.) Ceci dans le but de « garantir un cadre complet et cohérent, aisément compréhensible et accessible », lit-on dans l'exposé des motifs.

« Dat geet schrecklech wäit », s'est exclamé Laurent Mosar à la tribune parlementaire. Puis de faire jouer sa fantaisie : Un employé dénonçant son patron parce que celui-ci n'habite pas le même domicile que sa conjointe (ce qui est contraire au Code civil), ou parce que les toilettes de l'entreprise ne sont pas accessibles. Ce catastrophisme est monté d'un cran avec l'intervention du populiste de droite Roy Reding. Le projet de loi « ouvrirait grande la porte au revanchisme » : « Melde deinen Nächsten ! » ; une position peu en ligne avec la stratégie de scandalisation de l'ADR, puisque pour avoir un scandale, il faut, le plus souvent, un « Denunziant ».

Sam Tanson s'est montrée amusée des arguments avancés

par la droite : Les exemples cités par Mosar seraient « un peu absurdes ». Loin d'être un chèque en blanc, la loi protégerait « les vulnérables », comme le ferait d'ailleurs le droit du travail. « Si j'étais patronne, je serais heureuse qu'un employé m'informe de dysfonctionnements internes », a-t-elle déclaré. (La loi prévoit un service de signalement interne pour les entreprises comptant plus de cinquante salariés, ainsi que 22 « autorités compétentes » externes.) L'élargissement du champ d'application aurait l'avantage d'assurer une « sécurité juridique ». La condamnation du Luxembourg par la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg dans l'« affaire Halet » aurait mis le gouvernement face à ses responsabilités.

Alors que la députée Déi Lénk Nathalie Oberweis a qualifié « Luxleaks » de « traumatisme d'État », le rapporteur Charel Margue (Déi Gréng) a cité Antoine Deltour parmi ses exemples de lanceurs d'alerte avec Edward Snowden, Chelsea Manning et Erin Brockovich, ce qui n'a pas manqué d'offusquer Roy Reding. La loi a finalement été adoptée à 34 voix, celles de la majorité plus celles des Pirates et de Déi Lénk.

Le texte voté avait pourtant été quelque peu édulcoré. Le projet initial, déposé en janvier 2022, prévoyait une

« disposition d'atténuation » du secret professionnel si le signalement du *whistleblower* était « proportionné et s'avère nécessaire à la sauvegarde de l'intérêt général ». Les médecins et avocats s'étaient rebellés, le Conseil d'État s'y opposa formellement en décembre 2022, et la disposition finit par disparaître. « Ce qu'en tant que fraction DP, nous saluons vivement », a souligné la députée libérale Carole Hartmann, marquant ainsi sa différence avec le coalitionnaire vert. bt

Pump it up

L'année dernière, 355 demandes de subsides sont entrées au ministère de l'Environnement pour des pompes à chaleur. Dans le tableau que la ministre Joëlle Welfring a fait concocter en réponse à une question parlementaire, 133 dossiers figurent sous « incomplet », 131 sous « non traité », quatorze sous « refus »... et seulement 77 sous « paiements ». Comme pour la prime vélo, les virements prennent donc du temps à arriver sur les comptes des propriétaires éco-responsables. (Pour 2021, le ratio paiements-demandes s'établit à 307 sur 496.) Il s'agit là des demandes entrées pour l'ancienne version qui ne stipulait pas de valeurs maximales quant à la « puissance acoustique » (fixées en avril 2022). Sur les 228 demandes « mat Kaméidisoplagen » entrées en 2022 et 2023, 207 figurent sous la rubrique « non traité ». bt

The Wire

Sur demande du député Sven Clement (Pirates), le ministère d'État et ministère de la Justice viennent de publier leurs réponses à un questionnaire de la « DG Justice » de la Commission européenne. Le document est intéressant parce qu'il concerne l'usage étatique de « spyware ». Sur huit pages, un résumé est fait de la législation et des différents mécanismes de contrôle.

Alors que la Police ne peut qu'agir sur ordonnance du juge d'instruction, le mécanisme pour le Service de renseignement de l'État (SRE) s'avère plus complexe (étant donné son histoire récente, on comprend pourquoi). Les espions ont d'abord besoin de l'OK du Premier ministre et des deux Vice-Premier ministres, ensuite de la « commission spéciale de magistrats », composée du président de la Cour supérieure de justice, du président de la Cour administrative et du président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg. (La commission parlementaire est informée « d'office », à un rythme biannuel.)

« La sonorisation et de la fixation d'images » ainsi que « la captation de données informatiques » doivent répondre à des crimes et délits contre la sûreté de l'État ou à des actes de terrorisme (respectivement de financement

de celui-ci), lit-on dans le document envoyé à Bruxelles, qui précise que les « moyens ordinaires » d'investigation doivent s'avérer « inopérants ». Pour la Police, les mesures sont à renouveler mensuellement, sans que leur durée totale ne puisse dépasser un an. Pour le SRE, elles sont limitées à trois mois. La surveillance électronique ne peut être réalisée dans les bureaux ou voitures « d'un avocat, d'un médecin, d'un journaliste professionnel ou d'un éditeur ». bt

Ticker

Génération slash

France Clarinval

Ils ont à peine 25 ans et ont déjà développé plusieurs entreprises : Satori, Bonne Nouvelle, Umami et bientôt Public House au Casino-Luxembourg. La scène gastronomique va devoir compter avec eux



Davide Sorvillo,
Anne Knepper
et Mathias
Hameeuw dans
les caves
du Casino
Luxembourg

La presse anglo-saxonne, jamais avare en travaux lexicologiques, désigne quelqu'un qui exerce plusieurs métiers en même temps par le terme de « slasher », rapport à la barre oblique qui sépare les différents jobs. Ils ont généralement entre 25 et 35 ans et ont choisi de ne pas choisir : Ils superposent différents boulots et pratiquent une certaine ubiquité professionnelle. Le phénomène est international et Luxembourg n'est pas évidemment pas épargné. La preuve autour de Davide Sorvillo, Mathias Hameeuw, Anne Knepper et quelques autres. Dans quelques semaines, ils ouvriront le restaurant Public House au sein du Casino Luxembourg. Une nouvelle étape pour ceux qui ont créé plusieurs entreprises à dimensions variables, parfois ensemble, parfois avec d'autres.

« *L'idée que la gastronomie soit disponible à tout moment n'est pas réaliste. C'est oublier qu'il y a des êtres humains qui travaillent.* »

Anne Knepper, cheffe du Public House

Ils sont tour à tour microbrasseurs / organisateurs d'événements / patrons de bar / cuisiniers / communicants... et étudiants. Quand ils se lancent au printemps 2020, les premiers protagonistes de cette aventure à multiples facettes sont encore aux études. Davide Sorvillo en master d'études commerciales à Innsbruck, Mathias Hameeuw en gestion hôtelière à Bruxelles et Joseph Siebenaler en architecture à Berlin. Ils se sont connus sur les bancs de l'école européenne et partagent une même passion pour la gastronomie, les bons produits et... la bière. Au printemps 2020, après quelques essais de bassins maison, ils lancent leur première bière, la Mandarina Blonde sous la marque Satori. « Ce projet est tout de suite assez rentable car nous n'avions pas beaucoup de frais fixes et aucun investissement », se souvient Davide. Les trois garçons ne brassent pas eux-mêmes : Inspirés par le concept de « gypsy brewing », ils concoctent leurs recettes de bières et les fabriquent auprès de brasseries internationales expertes dans chaque type de bière. « Cela permet d'avoir des bières de très bonne qualité, sans besoin d'infrastructure ou de savoir-faire artisanal. On peut nous qualifier plutôt de *beer designers*. On connaît bien la bière, on connaît bien les goûts des jeunes. » Leurs bouteilles séduisent rapidement les établissements les plus en vue de Luxembourg et se boivent lors d'événements festifs. Depuis, ils ont réitéré avec la Distortion IPA, plus complexe, aux notes citronnées de fruits de la passion et plus récemment avec la White Noise. Cette bière blanche « entre la version belge et la version allemande » est uniquement

disponible en canette, une tendance de fond au niveau international pour la préservation du goût et le moindre impact au niveau environnemental.

Ce premier projet, « rentable, certes, parce qu'on ne se payait pas », est suivi par une nouvelle étape, toujours avec les trois mêmes ; la création de l'agence événementielle Umami. L'accent est mis sur la qualité gastronomique, avec l'invitation de chefs internationaux et sur le côté exclusif de leurs événements. Ils n'ont pas leur pareil pour dénicher des lieux spectaculaires, inexplorés, y apporter une scénographie originale, des produits de qualité, des vins naturels... « En combinant nos expériences en *food*, scénographie et accueil, on veut traduire notre vision de manière complète et la proposer à des clients. On cherche avec eux des alternatives respectueuses de nos valeurs autour du local et de la saisonnalité », poursuit Davide Sorvillo. Une offensive de marketing, quelques contacts bien placés et le carnet de commande se remplit. PwC Luxembourg, RTL Luxembourg, EIF ou LuxExpo sont les premiers clients. « On peut dès lors dégager un bénéfice et envisager d'autres business ». Et il ne leur faut pas longtemps pour ce nouveau business voie le jour.

Quand la Ville de Luxembourg lance un appel d'offres pour occuper l'ancien arrêt iconique Charly's Gare, à quelques pas de la Villa Vauban et de

Hamilius, le trio n'hésite pas à « tenter le coup ». Et face à une dizaine de candidatures plus expérimentées, ils remportent la mise. Leur bar porte le nom de Bonne Nouvelle car s'en fût certainement une qui leur permet de passer à la vitesse supérieure. (Davide raconte aussi que c'est un clin d'œil à la station de métro parisienne qui porte ce nom, car Paris l'a beaucoup inspiré dans ses démarches gastronomiques). Le lieu, inauguré en juillet 2022, faisait moins de cinquante mètres carrés, réserve et chambre froide comprises. Après les premiers six mois de pop-up contractuels, la Ville leur accorde six mois supplémentaires et leur ouvre l'espace de l'ancien kiosque à journaux voisin, gagnant ainsi quelques mètres carrés, et donc tables, supplémentaires. Les garçons prennent leurs aises et multiplient les événements tout en conservant l'âme et leur vocation première : un bar à vins nature issus de productions européenne, avec quelques petits plats végétariens à partager. L'ambiance de la terrasse bricolée maison (des parpaings et des planches de bois), des chaises dépareillées, de la lumière des bougies, de l'ardoise écrite à la main et des grandes tables où l'on s'installe avec des inconnus ajoute à la convivialité du lieu qui tient plus de Berlin ou de Bruxelles que des endroits classiques de Luxembourg. La demande initiale de la Ville était d'ouvrir toute la journée, pour correspondre à une clientèle plus large. « Pendant quelques mois, j'ouvrais à 9 h et je fermais à une heure du matin. Mais ce n'est pas tenable au niveau du rythme », argumente Davide Sorvillo. L'équipe a bien essayé de proposer des plats au déjeuner, « avec lesquels on pensait gagner de l'argent », mais la clientèle n'était pas au rendez-vous. La fin de la première année du Bonne Nouvelle se profile à l'horizon et la jeune bande espère pouvoir pérenniser l'aventure, en sortant du concept de pop-up pour obtenir un contrat d'exploitation à plus long terme.

Parallèlement à l'activité du bar à vin, un cycle de soirées gastronomiques voit le jour. Lors de ces « Chef's Nights », l'équipe Bonne Nouvelle invite des chefs qui œuvrent à l'étranger (dont plusieurs Luxembourgeois qui bossent dans des restos de Paris, Bruxelles ou Amsterdam) pour servir un menu dégustation en accord mets-vins. Un concept pas vraiment inédit, mais des jeunes chefs et des lieux originaux qui apportent un vent de fraîcheur dans

le paysage gastronomique local. Lors de la toute première Chef's Night, la cheffe invitée est Anne Knepper. « On ne se connaissait pas, mais on a été immédiatement sur la même longueur d'onde », se souvient la jeune femme de 26 ans qui a commencé par des études en économie. « En tant qu'étudiante, j'ai travaillé dans une cuisine en Allemagne et là le sentiment s'est éveillé en moi que je ne voulais plus faire que cela pour le reste de ma vie : cuisiner ». Une réorientation qui la pousse à passer un diplôme à l'École de tourisme et d'hôtellerie. Dans ce cadre, elle est prise comme stagiaire au restaurant Geranium qui peut se targuer de trois étoiles au guide Michelin, à Copenhague, « une ville très excitante au point de vue gastronomique ». La cheffe soulève un point délicat : Une grande partie de la main d'œuvre de ces restaurants (très) en vue et à la pointe de la recherche culinaire est constituée de stagiaires non rémunérés venus du monde entier qui échangent leur force de travail contre un apprentissage et une belle ligne sur le CV. « J'ai beaucoup appris au Geranium, mais je ne pouvais pas rester à travailler 18 h par jour sans salaire ». Elle dénonce une certaine hypocrisie de ce système « où il n'y a que les stagiaires, disons privilégiés, qui ont les moyens de se loger dans une ville chère comme Copenhague qui peuvent travailler dans ces restaurants ». Un problème que le petit monde de la haute cuisine ne peut plus ignorer. Il y a quelques mois, René Redzepi, le chef du Noma, plusieurs fois considéré comme le meilleur restaurant du monde s'en est alarmé et ému. « Ce modèle de très haute gastronomie n'est pas soutenable, ni financièrement ni émotionnellement, ni en tant qu'employeur ni en tant qu'être humain, il ne marche tout simplement pas », a-t-il déclaré en annonçant la fermeture prochaine de son restaurant. Anne Knepper poursuivra son début de carrière dans un restaurant italien, une boulangerie, puis un restaurant gastronomique végétarien. Trois années où elle rencontre plusieurs personnalités inspirantes, peaufine son apprentissage et développe sa propre idée de la cuisine. Avant de revenir au Luxembourg pour se lancer dans un nouveau défi.

Quand le restaurant du Casino Luxembourg s'est trouvé sans exploitant, la fine équipe a été approchée. Après « pas mal de négociations », Davide Sorvillo, Mathias Hameeuw et Anne Knepper lancent

une nouvelle société pour établir leur restaurant qui prend le nom de Public House. « L'idée est de proposer un menu dégustation, les soirs, du mercredi au samedi », résume la cheffe. Une proposition qui tranche radicalement avec ce qui était offert auparavant et qui, il faut bien le reconnaître, n'a jamais vraiment attiré les foules. « Ça n'a pas été facile de faire admettre de ne pas être ouvert au déjeuner ou aux heures d'ouverture du Casino, mais pour nous, c'était la seule façon de réaliser notre projet. L'idée que la gastronomie soit disponible à tout moment n'est pas réaliste. On oublie qu'il y a des êtres humains qui travaillent. On adore notre métier, on le fait avec passion et sans compter nos heures, mais on ne peut pas tenir seize ou 18 h par jour », martèle-t-elle. Un compromis a été trouvé avec le Casino Luxembourg avec un premier contrat de huit mois, façon pop-up. L'occasion de voir si le concept prend et si un élargissement des heures d'ouverture est possible. Anne et ses acolytes tiennent à être présents à chaque instant, pour veiller à la bonne marche de l'établissement. « On n'est pas des investisseurs qui mettons des employés en cuisine et en salle : on veut le faire nous-mêmes », justifie Davide. « Je veux faire ma cuisine, pas écrire des fiches techniques que d'autres appliquent », ajoute Anne. Sa cuisine sera fidèle à ce qu'elle a appris à Copenhague. Elle sera axée sur la durabilité, la transparence, le respect de la nature. Ainsi, pas question de travailler des poissons de mer, venus de trop loin, ou des légumes à contre-saison. « J'ai envie de valoriser des produits et des techniques que les gens ne connaissent pas forcément et d'aiguiser leur curiosité. »

« Travailler de manière collaborative avec d'autres jeunes est motivant et enthousiasmant. On est très complémentaires. On échange beaucoup sur nos expériences, nos idées. On apprend énormément », note Davide. Comme si ce n'était pas assez, il a aussi monté Skandal, une agence de communication et marketing, avec d'autres partenaires, tout aussi jeunes que lui, Louis Loschetter et Valentin Dufour. Ce qui ne les empêche pas de se sentir assez différents des personnes de leur âge. « La plupart des gens de notre génération ne s'orientent pas vers l'entrepreneuriat. Beaucoup décident de rester à l'étranger, là où ils ont fait leurs études ou alors ils se dirigent vers la fonction publique pour s'assurer un bon salaire. » Ce seront leurs clients. ●

Double peine

Georges Canto

L'indexation ne compense pas l'inflation si le barème d'imposition n'est pas adapté. Les plus touchés, sont les ménages les plus modestes, selon un rapport de l'OCDE

L'inflation grignote le pouvoir d'achat des ménages. Même lorsque des hausses de salaires sont consenties, de manière plus ou moins automatique, pour le maintenir, elles ne sont pas forcément suffisantes et surtout elles interviennent avec retard. Mais il existe un effet plus pernicieux. Dès lors que les salaires bruts augmentent dans le but de rattraper la baisse du pouvoir d'achat, les cotisations sociales s'accroissent et les impôts sur le revenu font de même puisque les ménages gagnent plus. Cette « double peine », a été mise en évidence par un document publié par l'OCDE le 25 avril. L'édition 2023 des « Impôts sur les salaires » confirme d'abord que si les salaires ont progressé en valeur nominale en 2022 dans les pays de la zone OCDE, ils ont reculé en valeur réelle sous l'effet de la forte inflation. Cela concerne aussi bien les salaires bruts que les salaires nets. L'étude montre par ailleurs que la hausse des rémunérations a fait basculer les salariés dans des tranches d'imposition supérieures. Non seulement ils doivent payer plus, mais leur éligibilité à certains avantages fiscaux et à certaines prestations s'en trouve restreinte.

Finalement, les taux effectifs d'imposition se sont accrus en 2022 dans la plupart des pays de l'OCDE pour une majorité de foyers, quels que soient leur structure et leur niveau de revenus. Cette hausse, très sensible pour les familles avec enfants, particulièrement celles situées au bas de l'échelle des revenus, tient notamment à la mauvaise indexation des systèmes de prélèvements sur l'inflation. Selon l'OCDE, sur 38 pays membres, 17 adaptent automatiquement leurs barèmes d'imposition du revenu des personnes physiques à l'inflation, tandis que les 21 autres le font de manière discrétionnaire. 21 pays procèdent à un ajustement automatique

des cotisations de sécurité sociale, et 19 à un ajustement automatique des prestations. Le rapport souligne que lorsque les systèmes fiscaux et sociaux ne sont pas ajustés en tenant pleinement compte de l'inflation (soit dans la moitié des pays environ) ce sont les ménages à faible revenu avec enfants qui en pâtissent le plus. Au Luxembourg, « la progression à froid » a été jugulée par les mesures de la Tripartite du mois de mars avec une adaptation du barème fiscal en 2023 et 2024.

Le rapport de l'OCDE fournit des données détaillées sur les prélèvements fiscaux et sociaux par pays, en fonction des revenus et de la composition des ménages. En prenant le « profil de référence », à savoir un célibataire sans enfant percevant le salaire brut moyen de chaque pays, le poids de l'impôt sur le revenu (IR) est de 16,9 pour cent du salaire brut pour les 22 pays de l'UE membres de l'organisation (parmi les seize autres, certains comme le Chili, la Colombie ou le Mexique ont des données atypiques qui tirent la moyenne

générale vers le bas). Le poids de l'IR atteint un pic de 22,8 pour cent pour les célibataires sans enfant gagnant 167 pour cent du salaire moyen, mais il est nettement plus faible pour les autres catégories de ménages. La présence d'enfants joue un rôle-clé (principe de la redistribution horizontale) : un couple de deux salariés gagnant chacun le salaire moyen et avec deux enfants ne verra que quinze pour cent de son revenu brut partir en IR. Ce taux tombe à 12,5 pour cent si l'un des membres ne gagne que 67 pour cent du salaire moyen et à 9,9 pour cent s'il n'y a qu'un seul salaire. Un parent isolé élevant deux enfants avec un salaire modeste ne paiera que 5,3 pour cent en impôt sur le revenu.

À revenu égal, un couple de DINK (double income, no kids) acquittera 2,2 points de plus en IR qu'un ménage avec deux salaires et deux enfants (14,7 pour cent contre 12,5 pour cent). Dans tous les cas de figures, le poids de l'IR a diminué pour les 22 pays entre 2000 et 2021, mais entre 2021 et 2022, il a légèrement remonté pour sept profils sur huit, en raison de l'inflation. La prise en compte des cotisations sociales change quelque peu la donne. Elles sont en principe proportionnelles aux salaires bruts alors que l'IR est généralement progressif. D'autre part on raisonne sur des cotisations nettes de prestations reçues. Or ces dernières peuvent varier selon les profils. Au final la note s'alourdit de onze à douze pour cent du salaire brut pour tous les célibataires, quel que soit leur revenu (pour les plus modestes, les cotisations pèsent ainsi plus que l'IR) et pour les DINK. La prise en compte des prestations familiales fait que l'augmentation de la pression totale due aux cotisations est moindre pour les couples avec enfants (de cinq à neuf pour cent du salaire brut selon leur revenu). Mais pour les parents isolés avec enfants, elles permettent d'alléger d'un tiers le total des prélèvements !

Concernant le rôle possible de l'inflation entre 2021 et 2022, on observe que dans les 22 pays de l'UE, la pression fiscale et sociale n'a augmenté que pour trois profils sur les huit, et de manière très limitée. Le problème est que la catégorie la plus touchée est aussi la plus modeste : les parents isolés avec deux enfants ne gagnant que 67 pour cent du salaire moyen.

Dans ce contexte (donc avant l'adaptation du barème fiscal) comment se situe le Luxembourg ? Le résultat est contrasté. Pour la moitié des profils (deux de célibataires, celui des couples avec enfants les plus aisés et celui des DINK), la pression fiscale et sociale était, en 2022, supérieure à celle de la moyenne des 22 pays de l'UE (jusqu'à 5,4 points supplémentaires pour les célibataires aisés). Pour les quatre autres profils elle était inférieure, mais de peu, sauf pour les couples avec un seul salaire (-5,9 points du salaire brut). Ce qui frappe surtout au Luxembourg, c'est l'augmentation sur longue période (2000-2022) de la pression fiscale et sociale pour tous les profils, mais particulièrement pour quatre d'entre eux. Elle a ainsi progressé de 7,2 à 7,8 points pour les trois catégories de couples avec enfants, le moins bon résultat concernant le « parent isolé modeste avec deux enfants » avec + 8,4 points ! Ce dernier

Conférence de presse vendredi 3 mars à Senningen à l'issue de la réunion tripartite



L'OCDE confirme qu'il ne fait pas bon vivre au Luxembourg pour les célibataires d'un point de vue fiscal. Encore plus avec l'inflation

résultat, cohérent avec la moyenne des 22 pays de l'UE, est lié autant à l'augmentation de la fiscalité qu'à celle des cotisations nettes. En revanche pour les célibataires et les DINK la hausse est moins nette, entre un et 3,8 points.

Comme la moyenne des pays de l'UE et celle de l'ensemble de l'OCDE était à la baisse quel que soit le profil, le Luxembourg a connu une véritable dégringolade dans le classement mondial. En 2000, le pays occupait une place enviable pour la modération de sa pression fiscale et sociale, notamment pour les trois profils de couples avec enfants et pour celui de parent isolé. Le Luxembourg limite les dégâts pour les couples avec un seul salaire (passant de la troisième à la neuvième place sur 38) mais la chute est sévère dans les autres cas : ainsi le Grand-Duché tombe de la septième à la 22^e place pour les couples aisés et de la quatrième à la quinzième place pour les parents isolés. Il perd aussi quinze places pour les DINK (de la quinzième à la trentième). Pour les célibataires, le Grand-Duché, déjà mal placé en 2000 perd aussi des places et figure désormais en queue de classement (entre le 27^e et le 35^e rang).

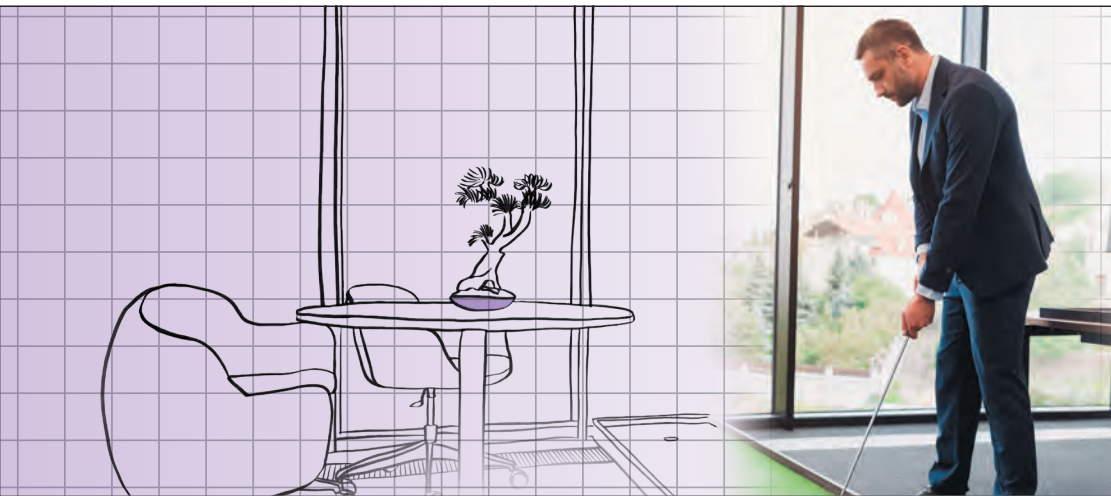
Un autre constat va dans le sens des conclusions du rapport. Après une baisse quasi continue entre 2000 et 2021, le prélèvement total a augmenté pour tous les profils (contre seulement dans trois cas au niveau des pays de l'UE et sept dans le total OCDE). Surtout, la hausse a été bien plus marquée au Grand-Duché qu'ailleurs, en à peine un an, au détriment à nouveau des couples avec enfants (1,2 à 1,4 point en plus) et des parents isolés (+2,3 points). Selon le rapport il faudrait voir là l'effet de l'inflation, mais de nombreux autres facteurs ont pu jouer comme la politique sociale qui influe sur le montant des prestations. Le prochain rapport de l'organisation dira si l'adaptation décidée en mars pour 2023 à 2024 a joué son rôle. ●

Le « coin fiscal »

L'étude se concentre sur un indicateur peu connu, mais très révélateur, appelé « coin fiscal ». Il est égal à la somme de l'impôt sur le revenu et des cotisations nettes de sécurité sociale, patronales et salariales (les prestations étant déduites), en proportion du total des coûts de main-d'œuvre supportés par l'employeur. Si un salarié célibataire perçoit 4 000 euros bruts par mois, qu'on lui prélève pour 800 euros de cotisations sociales, qu'il reçoit cent euros de prestations et paie 200 euros d'impôt sur le revenu, et que d'autre part son employeur acquitte 1 600 euros de cotisations patronales, le « coin fiscal » sera de $(800-100+200+1\,600)/(4\,000+1\,600)=44,6$ pour cent. Selon les calculs de l'OCDE, pour un célibataire percevant le salaire moyen dans chaque pays, le coin fiscal s'établissait à 34,6 pour cent en 2022 pour les 38 pays. Mais, sans surprise, les écarts étaient considérables, le coin fiscal allant de 53 pour cent en Belgique à zéro pour cent en Colombie. Chiffre étonnant, 23 pays sur 38 se situaient au-dessus de la moyenne. Parmi eux, 21 pays membres de l'UE dont le Luxembourg qui, avec 40,4 pour cent, apparaissait au treizième rang, une place somme toute honorable, surtout par rapport

aux trois voisins (Belgique, Allemagne et France) qui occupent les trois premières places du classement de la pression fiscale et sociale.

En revanche, si l'on raisonne sur une longue période (depuis 2000) on s'aperçoit que si le coin fiscal a diminué au niveau de l'OCDE dans son ensemble (passant de 36,2 pour cent à 34,6 pour cent) et pour les 22 pays de l'UE membres de l'organisation (passant de 44,3 pour cent à 41,2 pour cent), il a progressé de 4,6 points au Luxembourg. Il n'était en effet que de 35,8 pour cent en 2000. Depuis cette date, le Grand-Duché a perdu 12 places. L'impact de l'inflation entre 2021 et 2022 est difficile à apprécier si l'on raisonne en moyenne générale : le coin fiscal a légèrement augmenté pour l'ensemble de l'OCDE et plutôt baissé pour les pays membres de l'UE. En revanche il a nettement augmenté au Luxembourg : entre +0,4 et +2,3 pour cent en seulement un an selon les profils des ménages. Le coin fiscal est certainement un indicateur utile sur le plan macro-économique, mais, dans la mesure où il incorpore les cotisations patronales, il est peu parlant pour le grand public qui s'intéresse surtout à ce qu'il doit payer. gc



Un interlocuteur unique au service de votre entreprise et de votre patrimoine privé.



À la BIL, votre Responsable de relation s'entoure des meilleurs spécialistes pour vous accompagner dans la concrétisation de tous vos projets professionnels et privés.
Rendez-vous sur www.bil.com/businessowner ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.



Politisches Stelldichein *près de la piscine*

Luc Laboulle

Am 1. Mai mussten die Parteien sich zum ersten Mal im Superwahljahr positionieren. Drei der vier Spitzenkandidat/innen zogen den LCGB dem OGBL vor. Aus dieser Symbolik zu schließen, dass es im Oktober zu einem Rechtsruck kommen wird, ist vielleicht noch verfrüht

120 Jahre Vor 133 Jahren fand in Luxemburg die erste Kundgebung zum internationalen Tag der Arbeit statt. Seit 120 Jahren wird die 1. Mai-Feier ununterbrochen begangen (außer während der deutschen Besatzung). Dieses Jahr ist ein besonderes, denn im Juni sind Gemeindewahlen, im Oktober Kammerwahlen und Anfang nächsten Jahres Sozialwahlen. Die national repräsentativen Gewerkschaften OGBL und LCGB sind auch wichtige politische Akteure. Traditionell stehen sie den beiden großen Volksparteien LSAP und CSV nahe. Im vergangenen Jahr hatten die Beziehungen zwischen den Gewerkschaften und ihren alliierten Parteien etwas gelitten. Dadurch haben sich neue Opportunitäten ergeben.

Anders als der LCGB (und die CGFP, die den 1. Mai nicht feiert) hatte der OGBL das Tripartite-Abkommen im März 2022 wegen der Verschiebung der Index-Tranche vom Juli 2022 auf April 2023 nicht unterzeichnet und war in die „Opposition“ gegangen. Er hatte sich von der LSAP abgewandt und sich mit Déi Lénk verbündet. Am 1. Mai organisierte er einen Protestmarsch, seine Präsidentin Nora Back verurteilte die „tiefgreifende Indexmanipulation“, fast alle Regierungsmitglieder blieben der Kundgebung fern – mit Ausnahme des sozialistischen Arbeitsministers Georges Engel, der mit Personenschutz kam. Der gemäßigte LCGB wurde zur Lieblings-

Viel wahrscheinlicher ist, dass die Grünen sich mit Sam Tanson in ihrer Grundausrichtung noch weiter nach rechts bewegen und signalisieren wollten, dass sie bereit sind, im Oktober eine Koalition mit Luc Frieden und Xavier Bettel einzugehen

gewerkschaft der Regierung: Premierminister Xavier Bettel von der arbeitgebernahen DP statete ihr am 1. Mai einen Überraschungsbesuch ab; seine Parteikolleginnen, Finanzministerin

Yuriko Backes und Familienministerin Corinne Cahen, ebenfalls. Selbst die sozialistische Vize-Premierministerin Paulette Lenert zog es vor, zum LCGB-Fest in ihrer Wohngemeinde Remich zu gehen, anstatt zum OGBL ins Neimënster zu fahren. Die Oppositionspartei CSV war insbesondere über den Besuch von Xavier Bettel nicht erfreut, der ihrem Parteipräsidenten Claude Wiseler und den anderen CSV-Abgeordneten die Show stahl. Es schien, als hätten die politischen Fronten sich verschoben.

Spätestens nach der letzten Tripartite vom März 2023 haben die Beziehungen zwischen OGBL und LSAP sich im Superwahljahr 2023 wieder normalisiert. Das wurde am Montag deutlich. Wesentlich mehr Sozialist/innen als im Vorjahr waren zum Fest der Arbeit und Kulturen ins Neimënster gekommen. Neben dem Arbeitsminister (ohne Personenschutz) ließen auch Sozialminister Claude Haagen und sogar die Vizepremierministerin und designierte Spitzenkandidatin Paulette Lenert sich blicken. Am 1. Mai veröffentlichte die LSAP auf Youtube ein Video, in dem Georges Engel und OGBL-Präsidentin Nora Back 43 Minuten lang über die Vorzüge einer Arbeitszeitverkürzung plaudern. Auch von den Grünen waren einige gekommen, darunter Energieminister Claude Turmes, Fraktionspräsidentin Josée Lorsché, der Stater Bürgermeister-

kandidat François Benoy und Ko-Parteipräsident Meris Sehovic. DP und CSV blieben fern.

Anders beim LCGB, wo sämtliche großen Parteien um die Gunst des Präsidenten Patrick Dury buhlten. Und um die des CSV-Spitzenkandidaten Luc Frieden. Die CSV-Abgeordneten waren beim LCGB wie gewohnt in der Mehrheit, doch die DP hatte auch in diesem Jahr ihren Premierminister und Spitzenkandidaten Xavier Bettel, die Minister/innen Yuriko Backes, Corinne Cahen und Lex Delles sowie mehrere Abgeordnete nach Remich entsandt. Auch die grünen Regierungsmitglieder François Bausch, Henri Kox, Claude Turmes und Spitzenkandidatin Sam Tanson waren gekommen. Gemeinsam posierten sie mit Patrick Dury für ein Gruppenbild. Nicht auf dem Foto sind die sozialistische Spitzenkandidatin Paulette Lenert und Arbeitsminister Georges Engel, doch auch sie waren beim LCGB. Überraschend war, dass so viele (größtenteils nicht als gewerkschaftsfreundlich bekannte) Hauptstadtpolitiker/innen wie Lydie Polfer, Laurent Mosar, Serge Wilmes, Paul Galles und Elisabeth Margue den weiten Weg an die Mosel auf sich nahmen. Vielleicht war der Andrang beim LCGB nur deshalb so groß, weil der Proudfag der Vinsmoselle in Remerschen für alle Kandidat/innen mit Rang und Namen ein Pflichttermin ist und es von dort aus nicht weit bis nach Remich ist.

Isoliert Es hatte aber vor allem politische Gründe. Der OGBL brüstete sich am Montag zum wiederholten Mal damit, dass dank seines Widerstands der Indexmechanismus im Dezember wiederhergestellt wurde. Diese Erzählung war bereits Teil der Öffentlichkeitskampagne, die die Gewerkschaft seit Februar im Hinblick auf die Sozialwahlen führt. Sie geht so: Wegen seiner Verweigerung, das Tripartite-Abkommen zu unterzeichnen, sei der OGBL „von allen Seiten“ angegriffen und als isoliert dargestellt worden. Doch „isoliert waren déi, déi mengen si wieren all an engem Boot an déi dunn op engem waarme Stull an engem Schlass d'Indexmanipulation beschloss hunn“, skandizierte seine Präsidentin Nora Back in ihrer Ansprache am Tag der Arbeit. Aus dieser „harten Zeit“ sei der OGBL nach der letzten Tripartite gestärkt hervorgegangen.

LCGB-Präsident Patrick Dury ging in seiner Ansprache im Festzelt „près de la piscine“ (wie es in der Einladung hieß) in Remich nicht auf die Tripartite vom März 2022 ein, sondern lediglich auf die beiden letzten. Im September einigten Regierung und Sozialpartner sich auf den Energiepreisdeckel, im März verlängerten sie ihn und beschlossen eine teilweise Anpassung der Steuertabelle an die Inflation. Das sei das Verdienst des LCGB gewesen, sagte Dury.



LCGB-Generalsekretär Francis Lomel, Patrick Dury, Georges Engel, Yuriko Backes



Corinne Cahen kichert mit Luc Frieden und Patrick Dury



Ein gut gelaunter Claude Wiseler im Festzelt des LCGB

Traditionell steht der LCGB ideologisch weit weniger links als der OGBL. Während OGBL-Präsidentin Nora Back am 1. Mai die Solidarität ihrer Gewerkschaft mit der französischen *Intersyndicale* im Kampf gegen Macrons Rentenreform bekundete und das Patronat vor Angriffen auf das luxemburgische Rentensystem warnte, ignorierte Patrick Dury den Sozialkampf im Nachbarland. Er rügte stattdessen den russischen Präsidenten Putin, der „eis Demokratie, eis oppe Gesellschaft ennerwanderen a futti maachen“ wolle, und wetterte gegen die „neoliberal a bornéiert“ EU-Kommission von Ursula von der Leyen, die im Gegensatz zur Juncker-Kommission die europäischen Arbeitsplätze ruiniere und die Existenz der Beschäftigten in Frage stelle. Durys Aussage, „et rächt sech also, wann an der EU keng europäesch Spätzepolitiker mat deenen néidege sozialen an europäeschen Iwwerzeegungen, mee ofgehalftert Politiker aus der zweeter oder drëtter Rei op Responsabilitéitsposte gesat ginn“, kann auch als Seitenhieb auf den luxemburgischen EU-Kommissar und früheren LSAP-Arbeitsminister Nicolas Schmit gedeutet werden.

Lean Management Die Gesundheitspolitik von Paulette Lenert kritisierte Dury mit Begriffen wie „Planwirtschaft“ und „sozialistesches Ideologien“ und befürwortete wie AMMD und CSV „e Fonctionnement, dee sech éischter um Privatsecteur orientéiert, wat de ‚lean management‘ ugeet“. Nora Back sprach sich hingegen für eine Stärkung und den Ausbau des „effentlechen, solidaresch finanzierte Gesondheetssystem“ aus.

Grundlegende Unterschiede zwischen den beiden großen Gewerkschaften finden sich auch in der wirtschaftspolitischen Ausrichtung. Während der OGBL dem Patronat vorwirft, „Katas-trophismus“ und Panikmache hinsichtlich der wirtschaftlichen Entwicklung zu betreiben, daran erinnert, dass Luxemburg sich nicht in einer Rezession befindet und der Stellenabbau bei Dupont Teijin und Husky aus Gründen der Profitmaximierung beschlossen worden sei, stimmt der LCGB in den Chor der Schwarzmalerei mit

Die DP und die „neue“ CSV werden sich wohl kaum für die generelle Beteiligung der Beschäftigten an Firmengewinnen, das Festhalten an unbefristeten Arbeitsverträgen als Regelverträge, die Umverteilung der Produktivitätsgewinne durch Arbeitszeitverkürzung und neue Tarifverträge im Einzelhandel und in der Logistikbranche stark machen

ein, warnt vor dem „perfekte Stuer an der Ekonomie“ und fordert eine neue Wirtschaftspolitik, „déi et fäerdeg bréngt, datt um Standuert Lëtzebuerg nei Aarbechtsplazen entstinn“. LSAP-Wirtschaftsminister Franz Fayot feierte den 1. Mai nicht mit einer Gewerkschaft, verschickte aber eine Botschaft, in der er „de Lëtzeburger Sozialmodell“ preist.

Ausführliche Kritik äußerte Dury auch an der Wohnungsbaupolitik des grünen Ministers Henri Kox, der in seinen Gesetzentwürfen nicht die richtigen Akzente gesetzt habe, um das Angebot an Wohnungen massiv zu erhöhen. Wegen steigender Zinsen sei nicht ausgeschlossen, dass viele Bürger/innen und Gesellschaften ihr Vermögen verkaufen müssten: „Domadder wäerten dann, erëm eng Kéier, Spekulanten a Profiteuren sech fir wéineg Geld um Misär vun de Leit enorm beräicheren“, meinte der LCGB-Präsident und schlussfolgerte daraus, „datt wann Politik géint Spekulation am Logement wollt virgoen, mir haut dann de Contraire erreecht hunn“. Nora Back monierte ihrerseits, „Regierungen u Regierung(n)“ hätten im Wohnungsbau versagt, weil sie es nicht geschafft hätten, bezahlbaren Wohnraum zu schaffen, die Mietpreise zu bremsen und Spekulanten zur Kasse zu bitten.

Anders als der LCGB wiederholte der OGBL seine Forderung nach einer gerechten Steuerpolitik, „wou een endlech eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen ka maachen“, und sprach sich unmissverständlich für eine gesetzliche Arbeitszeitverkürzung aus. Beide Themen waren in den vergangenen Monaten von der LSAP auf die politische Agenda gesetzt worden. Zumindest in Steuerfragen hatte sie Unterstützung von den Grünen erhalten und zum Teil auch von CSV-Ko-Fraktionspräsident Gilles Roth. Auf den Klimaschutz und die Energiewende gingen beide Gewerkschaftspräsident/innen nur am Rande ein.

Rechtsbündnis In Anbetracht all dessen überrascht es, dass ausgerechnet die Spitzenkandidatin und der Vizepremierminister der Grünen am 1. Mai mit dem Auto zum LCGB und nicht mit dem Fahrrad zum OGBL fuhren. François Bausch, der noch immer Mitglied des Landesverbandes ist, begründete diese Entscheidung gegenüber dem *Land* mit fadenscheinigen Argumenten: Der LCGB habe ihn zuerst eingeladen (LCGB-Generalsekretär Christophe Knebel sagte auf Nachfrage, kein Politiker sei eingeladen worden) und er habe gedacht, der OGBL würde nur ein Familienfest ohne politische Ansprache organisieren. Viel wahrscheinlicher ist, dass die Grünen sich mit Sam Tanson in ihrer Grundausrichtung noch weiter nach rechts bewegen und signalisieren wollten, dass sie bereit sind, im Oktober eine Koalition mit Luc Frieden und Xavier Bettel einzugehen. Im Wahlkampf haben DP und CSV in gesundheits-, sicherheits- und steuerpolitischen Fragen jedenfalls schon Übereinstimmungspunkte gefunden. In der Klimapolitik vielleicht auch. Vereint hat sie die Ablehnung der von der LSAP gewünschten allgemeinen Arbeitszeitverkürzung. Sollten sie im Oktober einen Koalitionspartner brauchen (was nach den letzten Umfrageergebnissen der Fall wäre), wären die Grünen neben den farb-, geruch- und geschmacklosen Piraten vielleicht eine Option. Für LSAP und Grüne alleine wird es nicht für eine Mehrheit reichen, für Rot-Rot-Grün ebenfalls nicht – einmal davon abgesehen, dass sowohl Tanson als auch Paulette Lenert schon ein Bündnis mit der am Montag beim OGBL zahlreich vertretenen Linken formell ausgeschlossen haben.

Selbst wenn sich alleine aus der Teilnahme an Gewerkschaftsfeiern keine Koalitionsaussagen ableiten lassen, hat der Tag der Arbeit verdeutlicht, wie sich die unterschiedlichen Parteien



François Benoy schießt ein Selfie



Arbeitsminister Georges Engel beim Bad in der Menge



Annäherung zwischen LSAP und Grünen: Dan Biancalana, Francine Closener, Paul Zens, Fabricio Costa

politisch positionieren und wo ihre Prioritäten liegen. LSAP und OGBL haben im Wahlkampf wieder zusammengefunden und dürfen sich in den nächsten Monaten gegenseitig unterstützen. Der LCGB hat nun offensichtlich ranghohe Anhänger/innen nicht nur in der CSV, sondern auch in der DP und neuerdings ebenfalls bei den Grünen. Ob die Liebe tatsächlich auf Gegenseitigkeit beruht, muss sich noch zeigen. Am Mittwoch läutete der LCGB auf einem Conseil Syndical in Remich – mit François Bausch als Ehrengast – seine Kampagne für die Sozialwahlen ein. Die auf seiner Homepage veröffentlichten Forderungen, die Patrick Dury am Montag in seiner An-

sprache nur kurz anschnitt, sind konkreter und teilweise „radikaler“ als die Aussagen im politischen Teil seiner Rede. Die DP und die „neue“ CSV mit ihrem banken- und wirtschaftsnahen Spitzenkandidaten werden sich wohl kaum für die generelle Beteiligung der Beschäftigten an Firmengewinnen, das Festhalten an unbefristeten Arbeitsverträgen als Regelverträge, die Umverteilung der Produktivitätsgewinne durch Arbeitszeitverkürzung und neue Tarifverträge im Einzelhandel und in der Logistikbranche stark machen. Sie werden auch keine Politik betreiben, „déi Resident a Frontalier hei am Land nach méi zesummeffiert“, und dürften kaum Interesse da-

ran haben, die Wahlpflicht auf alle Einwohner/innen Luxemburgs auszudehnen. Und schon gar nicht werden sie sich für die gerechte Umverteilung des wirtschaftlichen Reichtums, die Stärkung der Instrumente zur Beschäftigungssicherung und einen besseren Schutz vor Entlassungen einsetzen. Dem LCGB dürfte das egal sein. Schließlich ist auch für ihn Wahlkampf. Und da muss er sich nicht mit der DP, der CSV, der LSAP oder den Grünen messen, sondern vor allem mit dem OGBL. Der ist trotz oder gerade wegen seiner linken Ausrichtung sowohl in den Betrieben als auch in der Salariatskammer bei weitem die stärkste Gewerkschaft. ●

ZU GAST

Auf dem Weg zur ersten Million?

Im Jahre 2003 wurde der aktuelle PDAT (Plan directeur de l'aménagement du territoire) verabschiedet. 2004 stellte Innenminister Michel Wolter mit dem IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept) ein wissenschaftliches Dokument vor, welches wesentliche Fragen aufwarf und Entwicklungsszenarien beschrieb.

Jean-Paul Schaaf ist Abgeordneter der CSV und Bürgermeister von Ettelbrück

In den Folgejahren wurden Gemeinden als vorrangige Entwicklungszentren anerkannt, Entwicklungsgebiete ins Leben gerufen, Wohnungsbaupakte geschlossen und der Dezentralisierung Beachtung geschenkt. Die rasante Bevölkerungsentwicklung überstieg aber alle Szenarien des IVL und setzt sich ungehindert fort.

20 Jahre später liegt endlich ein neuer Entwurf des PDAT vor. Die Gemeinden haben ihre Gutachten erstellt. Nach einer Orientierungsdebatte im Parlament wird Landesplanungsminister Claude Turmes die Ergebnisse der Debatte sowie die unter Verschluss gehaltenen Gemeindegutachten, einarbeiten. Der PDAT wird alsdann von der Regierung angenommen und als Leitdokument für die künftige Entwicklung unseres Landes dienen.

Einige Ziele sind zur Landesplanung hinzugekommen. Die Landesentwicklung muss den Kriterien der Nachhaltigkeit, dem Schutz der Biodiversität und der Dekarbonisierung Rechnung tragen. Es kann kein unendliches „weiter so“ auf einem endlichen Landesgebiet zur Maxime werden.

Laut dem PDAT- Entwurf wird das Land weiterwachsen. Die Einwohnerzahl soll sich bis 2035 auf 827 000 erhöhen (+28%), um bis 2050 auf 1,1 Millionen zusteuern, gemäß Aussage vom Premier und vom Stater. Ein Zuwachs um 72 Prozent in nur 30 Jahren.

Die Arbeitsplätze dürften, bei gleichbleibender Tendenz, laut Berechnungen des *think tank* Fondation Idea, von 485 500 (2020) auf 955 000 (2050) hochschnellen, darunter 500 000 Grenzgänger.

Der Landesplanungsminister schlägt in seinem PDAT-Entwurf vor, den Flächenverbrauch zu reduzieren um, im Jahre 2050 bei Null Neuverbrauch zu sein. Keine Ausweitung der Perimeter, und die weitere Aufnahme von neuen Mitbürgern ausschließlich durch Innenverdichtung.

Der Mouvement écologique macht sich seit Jahren für ein Gesellschaftsmodell stark, das sich ohne starkes Wachstum und ohne Verschlechterung der Lebensbedingungen am Leben erhält. Er erscheint mir wie ein Rufer in der Wüste.

Was kommt da auf uns zu, und wie organisieren wir das Bevölkerungswachstum, die Baulanderschließung, die Absicherung der Sozialversicherung, die Gemeindefinanzen, die Ansiedlung von Arbeitsplätzen, die Dezentralisierung staatlicher Verwaltungen, die Autonomie der Gemeinden und ihr Recht auf Festlegung ihrer Bauperimeter, die Wohnungskrise, den Erhalt der Biodiversität, die Klimaneutralität, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, die Mobilität und letztlich die Staatsfinanzen – ohne Panik und mit klarer Vision?

Sind wir bereit, neu zu denken und nicht nur zu sagen, was wir selber hören wollen?

Ist die Politik bereit, ergebnisoffen und mit wissenschaftlicher Hilfe an dieses Thema heranzugehen? Sind wir bereit, die Bürger und die Gemeinden teilhaben zu lassen am Gestaltungsprozess?

Weiterführend muss auch die Frage gestellt werden, ob das Ziel 2050 heißt, und wir uns darüber hinaus in Stillschweigen üben? Anders gefragt: Gibt es eine Vision für die Zeit nach der eventuell ersten Million? Spannende Diskussionen stehen uns bevor. ● Jean-Paul Schaaf

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Corona, war da was?

Michèle Thoma

Es war einmal. Als sich die Delphine in den Kanälen von Venedig tummelten und es plötzlich Vögel gab, irre, wo kamen die her? Sie zwitscherten sogar. Als der Himmel himmelblau war. Als wir uns über De Chirico Plätze bewegten bzw. auf Bildschirmen anderen dabei zuschauten wie sie sich über De Chirico Plätze bewegten. Einzelnen. Alles war groß und still. Ein großer Fried-Hof, über den einzelne Überlebende joggtten. Als die Welt von einem plötzlichen Zauber befallen war, dieser Frühling war von grausamer Vollkommenheit. Nur wir, die Komischen, die Menschen, die von uns so genannten, klebten in einem Bann. In der Selbstverbanung.

Als die Luft rein war. Eine zeitlose Jahreszeit aus einem paradiesischen Bilderbuch, kein Wunder, wir spielten keine Rolle. Mensch war eingeschlossen, ausgeschlossen. Mensch ließ Hase und Wölfin in Ruhe und konnte nicht mal einander Wolf sein. Gab kaum noch Raubüberfälle. War niemand da. Man verbiss sich in sich selber.

Als wir in Waben, in Zellen lebten, in grauen Zellen, Einzeller*innen die einen, eingemauert in sich selber. My home is my prison. Autist*innen, ab und zu, je nach Bestimmungen, die Bestimmungen wechselten andauernd, stiegen sie in ein Auto und fuhren sich davon. Sie kamen nicht weit. Die anderen verdonnert zu einer unausweichlichen Gemeinsamkeit, Zwangsgemeinschaft, euphemistisch Familie genannt. Als Kinder zu Monstern erklärt wurden. Als Alte geschützt wurden, indem man sie allein ließ. Zu ihrem Besten. Ich war krank, und du besuchtest mich nicht. Sie starb, und wir trösteten sie nicht. Er war im Gefängnis, und wir besuchten ihn nicht. Wir waren alle im Gefängnis. Im Gefängnis unserer Angst. Noch nie war Menschenschaft so großräumig einem so radikalen Experiment unterworfen worden. Sich selber ausgeliefert.

Noch nicht so lang her. Und doch so lang her. Manchmal scheint es, als sei es vergessen. Corona, war da was? Jeder Mensch, der Schreckliches hinter sich lässt, will es hinter sich lassen. Wer je im Knast war, auf einer Krebsstation, im Krieg, eine traumatische Situation irgendwie überstanden hat, plaudert nicht unbedingt darüber, wie soll man die sirupartige Zeitlosigkeit in einer Gefängniszelle vermitteln? Wer kann das auch schon ansatzweise nachempfinden? Selbst die Vertrauten könnte das überfordern, man muss



Stadtszene im Lockdown-März 2020

Die massenhafte Individualisierung. Dieses Kollektivtraumas sind wir entsetzlich müde

vorsichtig sein, die Menschen werden immer überforderter. Bald ist es eingemauert wie in einem Tschernobyl-Sarkophag und tief im Unterbewusstsein versenkt. Die Corona-Zeit war allerdings anders, war ja ein kollektives Erlebnis bzw. Nicht-Erlebnis. Ein kollektives Erlebnis der Vereinzelung. Die massenhafte Individualisierung. Dieses Kollektivtraumas sind wir entsetzlich müde.

Stürzen uns ins Leben. Und merken, dünnhäutig wie wir geworden sind, zugleich dickfellig

und brutal empathielos, dass das gar nicht mehr so einfach ist. Leben, wie geht das eigentlich? Ausgehen, wie analog umständlich. Sich mit so Körpern konfrontieren. So viel reden mit so vielen. Über vieles. Small talken. Irgendwas mit irgendwem. Man könnte es auch unterlassen. Es ist beliebig. Ging ja lang genug ohne. Mit den Freund*innen? Denen, die noch da sind. Schnell war man entfremdet, brutal entfremdete man. Nach der ersten Phase der Überschwänglichkeit, als der Wert von Familie und Freundschaft beschworen wurde. Als man ewig am Handy klebte, als man das Alleinsein miteinander teilte wie die Entdeckung eines spannenden neuen Kontinents. Der wurde leider immer uninteressanter, es gab immer weniger zu sagen, kaum noch was. Dann kamen die Gräben. Die Lager. Die Kämpfe. Die Verwundungen, viele sind bis heute nicht verwunden.

Stellen erstaunt fest, dass die Kinder komisch geworden sind. Kleine Aliens, Weltfremdlinge, einander Entfremdete. Dass Jugendliche den Abstandsbann nicht mehr überwinden können. Nicht mehr so richtig wissen wie jung sein geht. Sie funktionieren nicht mal mehr richtig, warum, ist ja alles wieder normal? Nicht vergessen. Nicht vergeben. Raunt es in rechten Foren, ballt sich was zusammen. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Däin Duzfrënd no bei Dir

Jacques Drescher

De Premier am Tramsschapp
Mécht Dir en décke Kapp.
E riet laang hin an hir –
De Premier no bei Dir.

De Walkampf, deen ass un;
Lo gëtt nees déck gelunn.
Verspach gëtt Dir dat Blot;
Du sëtzt jo mat am Boot.

De Premier weist säi Wierk
An Dengem Walbezierk.
E klëmmt vu sengem Troun
A kënnt an Deng Regioun.

Komm laanscht a lauschter no
A stell him och eng Fro.
D'DP huet Dech entdeckt
An hirem Walprospekt.

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Plus de démocratie, pas moins

Jean Lasar

L'écodictature est-elle la seule solution qui reste à l'humanité pour résoudre le casse-tête de la décarbonation ? Ceux qui avancent l'idée qu'un régime autoritaire imposant, au nom du bien commun, des mesures drastiques de sauvetage climatique serait aujourd'hui indispensable sont de plus en plus nombreux et se recrutent parfois dans des milieux a priori peu suspects de sympathies pour le despotisme. La démocratie échoue, disent-ils en substance, il faut des leaders éclairés qui aient le courage de mettre entre parenthèses les processus politiques des pays

occidentaux et leurs lenteurs pour sortir résolument de l'ère des énergies fossiles.

Ces raisonnements, sans doute séduisants du fait de leur simplicité, sont erronés. Ils supposent que nos régimes de démocratie représentative constituent le paragon d'une gouvernance où, malgré leurs imperfections, le peuple gouverne. La réalité est tout autre : la grille néolibérale a accouché de structures au mieux oligarchiques, au pire kleptocratiques, presque toujours ploutocratiques (où le pouvoir réside dans la fortune), qui servent des minorités capables de modeler et de détourner la volonté populaire à leur profit et de poursuivre la folie thermo-industrielle tout en creusant les inégalités et en asseyant leur mainmise.

L'obstacle central à l'action climatique est l'absence d'une traduction efficace de la volonté citoyenne, dont l'objectif est, quoiqu'on en dise, notre survie collective plutôt que l'aveugle quête d'une croissance infinie. Lorsqu'à droite, les ennemis de la décarbonation reprochent aux écologistes et aux partis de gauche de vouloir imposer celle-ci à coup d'interdictions, une façon pas si subtile de les taxer d'écodictateurs, loin d'entrer dans cette logique de dupes, ceux qui s'engagent pour le climat doivent rétorquer qu'il s'agit, au contraire, de remettre au premier plan la volonté populaire.

Les mécanismes de participation citoyenne, avec budgets participatifs et prises de décision collective, parmi les méthodes déjà testées, et d'autres qui restent à inventer et à parfaire, présentent des perspectives bien meilleures de mettre en œuvre une transition écologique rapide que les attermoissements de nos structures de démocratie représentative gangrenées.

Comme le note Hervé Kempf, fondateur du journal en ligne *Reporterre*, dans son livre *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, la notion d'oligarchie souffre d'un déficit analytique. Celui-ci commence par la bizarrerie que l'on s'est habitué à penser que seuls les ultra-riches russes sont des oligarques. Une autre difficulté conceptuelle est l'ambiguïté qui règne entre le groupe des ultra-riches, les oligarques donc, et le régime politique, l'oligarchie, dans lesquels les premiers ont habilement mis en coupe réglée la société suivant un modèle qui les favorise tout en convainquant tout un chacun qu'il s'agit toujours de la bonne vieille démocratie des Trente Glorieuses. Nous ne sommes pas (encore) en dictature, mais plus en démocratie non plus car nous nous nous éloignons à vue d'œil d'un gouvernement par le peuple pour le peuple. Pour nous servir des énergies fossiles, ne comptons pas sur les oligarques... et encore moins sur la dictature. ●



La section littéraire peine à trouver des candidats. Ici la promotion 2022 de la Première A° du Lycée Robert Schuman se prépare aux examens



Sven Becker

Quelques causes du déclin des humanités

Jean-Marie Schaeffer

La crise de l’enseignement des humanités reflète-t-elle une crise des valeurs humanistes ?

Depuis quelques mois, la presse américaine s’alarme d’un déclin accéléré de l’attractivité des départements de sciences humaines et surtout des humanités (*English Major*, langues étrangères et langues classiques, littérature, philosophie, études religieuses, etc.) dans les universités américaines. Sur les dernières années, certaines universités ont en effet perdu jusqu’à quarante pour cent de leurs effectifs d’étudiants dans ces départements, amenant quelques-unes à la fermeture totale des départements concernés. Il faut préciser que si le déclin s’est accéléré ces derniers temps, il a été entamé bien en amont. Et il ne concerne pas seulement les États-Unis, mais aussi, bien que pas de manière aussi importante, une partie importante des universités européennes.

Au même moment où les médias ont commencé à commenter la crise de l’enseignement des humanités et des sciences humaines, on a pu lire dans la presse « culturelle » de nombreuses tribunes et opinions d’universitaires mettant ce recul en relation avec une crise des valeurs humanistes dans la société américaine. Cela non plus n’est rien de nouveau et est loin d’être limité aux États-Unis : en Europe on ne compte plus les articles et les ouvrages qui, depuis la dernière décennie du XX^e siècle, se sont inquiétés d’une crise de la culture humaniste. Autrement la crise (réelle) des effectifs d’étudiants se voit interprétée comme témoignage d’une crise de la vision du monde humaniste conçue comme socle des valeurs fondamentales des sociétés occidentales modernes. Le passage de l’un à l’autre n’a évidemment de sens que si on présuppose que ce sont les disciplines humanistes enseignées à l’université qui assurent le transmission des valeurs humanistes et donc garantissent leur survie. C’est un raccourci pour le moins aventureux.

En fait, on connaît bien les causes du déclin de l’enseignement des humanités dans les universités. La cause la plus évidente réside dans le caractère de plus en plus professionnalisant de l’enseignement universitaire actuel, qui l’éloigne fortement de l’idéal humboldtien d’une formation de l’humanité. Or, les statistiques sont cruelles : les départements d’humanités et plus généralement de sciences humaines « produisent » plus de diplômés qu’il n’y a de débouchés directs pour les possesseurs d’un tel diplôme. On a en effet vite fait le tour de ces débouchés directs : Il s’agit, d’un côté, de l’enseignement et de la recherche universitaires (qui permettent le maintien de compétences pointues en philologie, philosophie, histoire, etc.) ainsi que, de l’autre côté, de la formation des enseignants des *high schools* ou lycées. Cela ne concerne qu’un nombre limité de diplômés. La plupart trouvent des débouchés indirects où seule une partie de leur formation sera pertinente, telles les capacités de rédaction, d’argumentation ou de persuasion rhétorique, ainsi qu’une (réelle ou supposée) ouverture d’esprit censée compenser la non-employabilité de leur savoirs proprement spécialisés. C’est notamment le cas des métiers du journalisme, de la médiation culturelle ou de la publicité. Cette faible employabilité directe explique en particulier la tendance à la réduction du nombre de doctorants (par des dispositifs de présélection), mais aussi l’élimination de certains *majors*

en humanités et leur remplacement par une introduction générale aux humanités et sciences humaines intégrée dans des diplômes de formation directement professionnalisantes.

Une autre cause, liée à la première, est la dévalorisation monétaire des diplômes en humanités et sciences humaines. Elle est notamment liée à l’entrée dans l’ère digitale d’une grande partie des métiers correspondant aux débouchés indirects. Du fait de la généralisation des médias numériques ces emplois nécessitent de plus en plus des compétences techniques spécifiques. Cette dévalorisation risque de s’accélérer avec le développement des algorithmes d’IA (du genre ChatGPT) qui génèrent des textes et qui permettent de sous-traiter une grande partie non seulement de la collecte d’informations mais aussi de la création discursive et argumentative aux « machines intelligentes ». La dévalorisation monétaire joue sans doute un rôle plus important aux États-Unis qu’en Europe continentale, du fait du coût très élevé des études universitaires outre-Atlantique. Comme la plupart des étudiants devront passer de nombreuses années à rembourser les emprunts grâce auxquels ils ont financé leurs études, le retour sur investissement est particulièrement faible dans le domaine des humanités, du fait des salaires peu élevés correspondant à leurs diplômes.

La dévalorisation des diplômes risque de s’accélérer avec le développement des algorithmes d’IA qui permettent de sous-traiter une grande partie de la création discursive et argumentative aux « machines intelligentes »

Une troisième cause, plus difficile à évaluer, est interne à la tradition universitaire des humanités. Pour des raisons diverses, les études qu’on y mène apparaissent, aux yeux de nombreux étudiants, peu en phase avec la société actuelle et ses problèmes. L’introduction des *post-colonial studies*, des *feminist studies* ou des *gender studies* ont certes été autant de tentatives de mettre fin au manque d’inclusivité des curricula classiques. Mais l’habitus universitaire est tenace. Dans beaucoup de cas, ces nouveaux champs, correspondant pourtant à des questions essentielles, ont abouti à de nouvelles chapelles (pompeusement appelées « paradigmes ») qui sont souvent autant en guerre entre elles qu’avec les études humanistes traditionnelles qu’elles se proposaient de remplacer.

Aucune de ces causes, sinon peut-être la dernière, n’est liée à une crise de la culture humaniste. L’impression contraire traduit le nombrilisme qui est le lot de nombreux universitaires. Si la notion de « culture humaniste » doit avoir un sens, ce n’est qu’à condition qu’on la considère comme un ensemble d’attitudes, de valeurs, de règles et de croyances partagées concernant ce qui fait d’un être humain un être humain mais également concernant ce qui lui est dû en ce que, fondamentalement, il est un égal. Il se trouve qu’en Occident, la naissance du canon humaniste et sa transmission durant plusieurs siècles ont été indissociables de la forme du livre et donc de l’exercice de lecture. C’est de cela que les disciplines humanistes tirent leur importance historique.

Mais les siècles sont passés par là, et depuis plusieurs générations les valeurs humanistes (dans leur version européenne) imprègnent de manière diffuse l’ensemble de la culture européenne et plus généralement occidentale. Nous y entrons par immersion et imitation dès la petite enfance. Ce sont la vie familiale et l’enseignement élémentaire qui constituent le sas d’entrée le plus important. Notre relation avec les arts ou la littérature, et plus généralement la culture publique, jouent un rôle central dans ce processus. En ce sens, s’il y a un danger pour la culture humaniste aux États-Unis, il ne réside pas tant dans un recul des humanités dans la formation universitaire que dans le recul inquiétant du nombre de bibliothèques publiques et scolaires ainsi que dans la résurgence de programmes de censure limitant l’accès des enfants et des jeunes aux livres.

Les médias les plus importants à travers lesquels les valeurs humanistes sont transmises aujourd’hui ne sont pas non plus les mêmes qu’au siècle des Lumières. Il n’est pas sérieux de vouloir trouver un indice du déclin de ces valeurs dans le fait que depuis le début du

XX^e siècle les médias visuels n’ont cessé de mordre sur les livres. Le médium du cinéma en particulier constitue depuis plus d’un siècle un vecteur central de transmission intergénérationnelle de la culture humaniste, qu’il s’agisse des cinématographies locales ou du cinéma dit « hollywoodien ». Et la raison en réside précisément dans le fait que ces valeurs font depuis longtemps partie de la vie commune et que c’est celle-ci qui constitue la thématique dominante du cinéma.

Tout cela ne signifie pas que la survie des valeurs humanistes est assurée. Le XX^e siècle en particulier a démontré leur fragilité. Mais cela n’est pas vraiment un argument en faveur des disciplines humanistes. Car il s’est avéré que cette fragilité était au moins aussi importante dans les temples universitaires de la culture humaniste que dans la société « réelle » : Avons-nous oublié l’enthousiasme avec lequel une partie des professeurs les plus respectés des universités allemandes ont embrassé la vision du monde nazi et son racisme anti-juif ?

Enfin, il ne faudrait pas confondre « déclin des valeurs humanistes » et « critique de de l’universalisme de la tradition humaniste européenne ». La prétention universaliste de la forme occidentale de l’humanisme a caché plus d’une fois des buts particularistes, notamment dans le cadre des entreprises coloniales. Il suffit de rappeler le récit de « nos ancêtres les Gaulois » qu’on faisait apprendre aux enfants des colonies françaises en Afrique. Ce fut ce constat du particularisme déguisé de certains aspects de l’humanisme européen qui a donné naissance aux tentatives de réforme proposées par les différentes formes de *post-cassical humanities* auxquelles j’ai fait allusion plus haut. Et à l’inverse, comment ne pas voir que des valeurs humanistes, donc à vocation universaliste, se trouvent aussi dans d’autres cultures ? De fait, une forme ou une autre d’humanisme fait partie de l’ADN culturel des hommes bien qu’il s’exprime sous des formes diverses et avec plus ou moins de vigueur selon les sociétés (et on peut convenir qu’il a trouvé une forme d’expression particulièrement articulée dans les sociétés européennes à partir de la Renaissance et surtout des Lumières).

Aucune forme d’humanisme réellement existant n’est universel au sens où il prendrait en compte l’ensemble des valeurs exigées par l’idéal humaniste. Et chacun est sans cesse menacé par des formes d’antihumanisme plus ou moins virulent. En ce sens l’universalisme humaniste a un statut proche de l’idée de littérature universelle, ou plutôt de littérature-monde (*Weltliteratur*), telle que Goethe la concevait. De même que, selon Goethe, l’universalité n’appartient à aucune littérature prise isolément mais constitue l’horizon de leur dialogue, de même aucune culture prise isolément n’est humaniste-universelle : L’universalisme constitue l’horizon du dialogue entre cultures. Par conséquent il me semble qu’une rénovation des disciplines des humanités n’est possible qu’au prix de l’abandon de tout provincialisme, qu’il soit social ou culturel. ●



Pelz und Tabus

Das sozialwissenschaftliche Dauerbrenner-Thema „Machtdynamiken“ bringt die luxemburgische Regisseurin Anne Simon gleich zweimal auf die Bühne. In *Venus in Fur* trifft der Regisseur Thomas Novacheck auf eine grobe und patzige Schauspielerin, die ihren Text und ihre Rolle dennoch intuitiv beherrscht. Sie schlüpft in die Figur der Domina Wanda, die den Protagonisten Severin an seine körperlichen und geistigen Grenzen treibt. Als Vorlage für das Theaterstück dient dabei die 1870 in Österreich erschienene Novelle *Venus im Pelz* von Leopold von Sacher-Masoch (auf den der Begriff „Sado-Masoschismus“ zurückgeht. Bild: Fritz Buchholz). Das zweite Stück, *The Censor*, ist eine von schwarzem Humor durchzogene Fabel, die Grenzen auslotet: Grenzen sexueller Fantasien, gesellschaftlicher Moral, Tabus, Machtdynamik und künstlerischer Freiheit. Im Zentrum steht ein Dialog zwischen einer Pornodarstellerin

und einem Zensor, der darüber entscheidet, ob ihr Werk der Öffentlichkeit zugänglich gemacht wird. Im Ankündigungstext von *The Censor* wird innerhalb von zehn Zeilen viermal das Wort „Struktur“ bemüht, – hoffentlich überlagern akademische Metabegriffe die Dialoge in den Theaterstücken nicht. Am 6. Mai wird *Venus in Fur* im Kapuziner Theater aufgeführt, *The Censor* am 20. Mai sowie an dem darauffolgenden Montag und Dienstag im Kinneksbond. sm

Après la mer, la montagne

Le festival de Cannes à peine terminé, le cinéma luxembourgeois fera le déplacement en Haute-Savoie où le Festival International du Film d'Animation d'Annecy (du 11 au 17 juin) a retenu trois coproductions grand-ducales dans sa sélection officielle. *Kensuke's Kingdom*, coproduit par Stéphan Roelants (Melusine Productions) et réalisé par Neil Boyle et Kirk Hendry, est une adaptation du livre éponyme à succès de Michael Morpurgo. 55 personnes ont été mobilisés sur ce film d'animation pendant près de deux ans et demi au sein du Studio 352 de Contern. Le studio luxembourgeois a été impliqué dès la phase de développement du projet et a œuvré sur la production du film notamment sur le design, les

éléments 3D, le storyboard, les décors et l'animation. On y suit un jeune garçon, échoué sur un île déserte au milieu du Pacifique qui découvre qu'il n'y est pas seul (photo).

La Sirène coproduit par BAC Cinéma (David Grumbach) et réalisé par l'Iranienne Sepideh Farsi se déroule en 1980 à Abadan, la capitale pétrolière de l'Iran assiégée par les Irakiens. C'est aussi par l'entremise d'un jeune garçon que l'histoire se déroule. Omid erre dans la ville et rencontre des personnages insolites. Il va réparer un vieux bateau avec lequel il espère sauver ceux qu'il aime. Le design, le layout, les décors, l'animation, le *compositing* et les effets spéciaux ont été réalisés au studio Picture Factory de la Fabrique d'Images.

Enfin, *Nina et le secret du hérisson* est coproduit par Pierre Urbain et David Mouraire (Doghouse Films) et réalisé par Alain Gagnol et Jean-Loup Felicioli. Nina, une fillette de dix ans, est bouleversée depuis que son père a perdu son emploi. Après des semaines de grève, son usine a fermé. Le gérant a commis des malversations qui ont précipité la faillite. Mais il se murmure



qu'un pactole serait dissimulé dans un recoin de l'usine. Nina et son copain Mehdi vont se lancer à l'aventure pour aider le père de Nina. L'équipe du studio de Doughouse a réalisé la colorisation et le *post-compositing* du film ainsi qu'une partie de l'animation et des décors. Comme chaque année, le Film Fund sera présent au Marché International du Film d'Animation (MIFA) avec un stand de promotion accueillant une quinzaine de sociétés luxembourgeoises d'animation (production, studios et prestataires de services). fc

Jazz au sud

Avec les festivals Touch of Noir et Like A Jazz Machine et une programmation de concerts tout au long de l'année, Dudelange s'affirme comme la « capitale du jazz au Luxembourg ». La onzième édition du Like A Jazz Machine le confirme avec, du 10 au 14 mai au Opderschmelz, 18 groupes et plus de 70 musiciens, aussi bien locaux qu'internationaux. Le festival met l'accent sur les nouvelles créations, les talents émergents et les « crossovers » aventureux qu'ils proviennent du jazz traditionnel ou de nouvelles tendances. Dudelange accueillera quelques pointures internationales comme Stanley Clarke, Daniel Humair, Niels Lan Doky ou Stéphane Belmondo. Le trio Aka Moon célébrera ses



trente ans de carrière (photo : Alexander Popelier). Nourris par les voyages et les rencontres en Afrique, en Inde, dans les Balkans ou à Cuba, ils ont œuvré à inventer de nouveaux courants permettant un dialogue qui respecte toutes les cultures. Les témoignages de leurs souvenirs et leurs rencontres sont leurs albums, une discographie bigarrée et impressionnante de 25 disques. Comme par le passé, le festival met l'accent sur les résidences d'artistes nationaux et internationaux. On pourra, au fil des cinq jours, découvrir les créations de Shauli Einav quartet, Mathieu Clement Collective, Michel Reis Trio avec United Instruments of Lucilin, Tele-Port et Sylvain Rifflet. On n'oublie les régionaux de l'étape, incontournables, Greg Lamy (avec le trompettiste Stéphane Belmondo) ou Maxime Bender et son Infinity of Sound quartet qui présenteront leurs derniers projets. Nouveauté de l'année : Outre l'église paroissiale et le grand auditoire du Opderschmelz, des concerts et une afterparty se dérouleront à la « Kantin op Neischmelz », le lieu qui accueille une brasserie et un espace de concert aux anciennes friches. fc

Black Flag in Kayl

Die Gemeinde Kayl/Tetingen geht in diesem Jahr zur Fête de la Musique neue Wege. In dieser Woche kündigte die Gemeindeverwaltung per Ratespiel in den sozialen Netzwerken an, dass die legendäre kalifornische Punk-Band Black Flag am 21. Juni auf dem Gelände des Parking Brill in Kayl auftreten wird (der Eintritt ist frei). Nach mehreren Rechtsstreiten zwischen den Band-Mitgliedern ist Black Flag seit einigen Jahren wieder auf Tour. Sie gilt als eine der einflussreichsten Punk-Bands überhaupt. Vom ursprünglichen Line-up ist allerdings nur noch Gitarrist Greg Ginn dabei. Ein Publikumsmagnet dürfte aber auch Sänger und Skateboard-Legende Mike Vallely sein. Als Support-Act soll unter anderem die luxemburgische Pop-Punk-Band Petrograd auftreten. Dem Vernehmen nach will die Gemeinde Kayl parallel zum Konzert auch eine Skateboard-Ausstellung organisieren. ll

L'illusion prend les habits du réel

Démêler le vrai du faux est de plus en plus difficile quand chacun se met en scène sur ses murs virtuels, quand circulent des images générées par intelligence artificielle et que les « faits alternatifs » prennent la place des certitudes. Il est question de vérité et de mensonge dans *Homme sans but* la pièce d'Arne Lygre que Sophie Langevin met en scène à partir du 9 mai au Théâtre National du Luxembourg (photo de Denis Jousselin en répétition par Sven Becker). Quatrième pièce du romancier et dramaturge norvégien né en 1968, c'est une fable post-moderne sur la vacuité existentielle. À l'embouchure d'un fjord, un homme veut bâtir une cité conçue selon ses rêves : une ville aux maisons rouges, le rouge des ciels des tableaux de Munch. L'homme n'est pas seul, il entretient avec un frère, une ex-femme, une sœur et une fille –

c'est du moins comme cela qu'ils sont présentés – des rapports régis par l'argent, beaucoup d'argent. Il les paye pour qu'ils se comportent selon son bon vouloir.

Le réel et l'artifice sont à l'œuvre dans cette pièce que la metteuse en scène qualifie de « joueuse », parce qu'ici l'illusion forme un contour qui peut sembler vrai et que le spectateur est entraîné dans cette nébuleuse qui concentre trente années en 75 minutes. « Il est vertigineux d'imaginer un Peter qui peut s'acheter une ville, une famille, une histoire, des sentiments et créer une illusion », poursuit-elle. La critique sous-jacente d'un capitalisme qui « colonise les territoires comme les âmes » est aussi un motif de la pièce. Séduite par un texte « féroce et drôle », Sophie Langevin parle du dramaturge comme d'un « grand auteur dont la richesse dramatique se découvre dès la lecture et s'apprécie au plateau ». Claude Régy, le premier à avoir mis en scène ce texte en français parle quant à lui d'une écriture « extrêmement sobre, elliptique, concrète, composée de phrases courtes, comme une partition musicale avec ses rythmes, les reprises des thèmes ». fc



Hybridations, articulations

Lucien Kayser

Retour d’une douzaine d’années, dans l’œuvre de Hisae Ikenaga, prix Leap 2020



Vue des pièces majeures de l'exposition

Back in those days, disait l’invitation à l’exposition de l’artiste Hisae Ikenaga, née à Mexico City, travaillant aujourd’hui entre l’Espagne, la France et notre pays. Où elle s’est fait un nom, en 2020, en tant que lauréate du Leap, prix d’encouragement, ainsi qu’au fil d’expositions qui ont suivi à la galerie Nosbaum-Reding, aux Rotondes ou à l’OAI. La promesse était donc d’aller pour ainsi dire aux origines de son art, aux réalisations d’une artiste qui à l’époque avait à

peine dépassé la trentaine. Ce qui excluait aussi l’idée d’une rétrospective, trop ambitieuse, et les salles, réduites, de l’espace CAW, à Walferdange (jusqu’au 20 mai), s’y seraient d’ailleurs opposées. Promesse tenue, disons-le d’emblée, donnant de quoi saisir les prémisses et comprendre les orientations qui ont suivi.

Autre chose dans l’invitation avait excité la curiosité : la photo extraite d’une vidéo, *Table ten-*

nis, de 2011, on aura noté le renversement dans l’ordre des notions. Où l’on voit deux joueurs de ping-pong, de part et d’autre d’une table qu’on a sans doute raison de penser trop basse, adaptée au filet qui s’avère, lui, d’une longueur tout exagérée, allant bien au-delà de l’espace de jeu, ayant allure d’un véritable court central de grand chelem. Les dimensions d’un terrain de tennis y sont, il ne manque que les lignes, et le jeu se limite à la seule surface de la table. Avec des raquettes

de ping-pong toutes banales, et les vêtements des joueurs avec le nom d’un équipementier connu signalant de même la réduction de l’exercice.

Il y a bien hybridation, croisement, ou mélange si l’on veut, ou encore pour reprendre un terme cher à Hisae Ikenaga que l’on retrouvera plus loin, incrustation de la table, et d’un sport dans un autre. Sans que les choses aillent plus loin. Cela ne perturbe pas autrement le jeu, les gestes et les mouvements des joueurs, les lois et les règles si jamais il y avait compétition. Or, c’est cela justement qu’on attend de l’art face au sport, un dérèglement, de la fantaisie, de la folie. La vidéo peut séduire par sa beauté indéniable, elle ne dérange pas, ne déstabilise pas, comme l’ont fait d’autres artistes, plus épris de dévergondage (ah, la répétition du préfixe en dit long), en modifiant par exemple la surface de jeu, en introduisant deux ballons dans une partie de basket, ou en faisant porter à des footballeurs des costumes de couturier italiens, peu faits pour un terrain boueux.

Vidéo trop sage, conclura-t-on, mais Hisae Ikenaga se rattrapera dans une autre salle, avec des sculptures en bois intitulées, a contrario et à raison, en reprenant le mot qui normalement sied à quelque ornement : *Incrusté II* et *Incrusté III*, avec leurs pièces de menuiserie, bibliothèque, table de chevet, cadre, assemblées à tort et à travers, articulées sans discernement, désarticulées au gré de l’art. C’est bizarre, c’est capricieux, c’est un compliment que de se souvenir en l’occurrence de l’artiste allemand Reiner Ruthenbeck, plus conceptuel, il est vrai, dans l’esprit des années 70 et 80.

Fait face à ces deux stèles baroques, la rigueur géométrique du *Cube de chaises*, lui aussi de 2012, fait de douze chaises, pas moins, défaites, disloquées, avec leurs vis. Et là encore, Tony Cragg et ses empilements, comme *Stack*, de 1975, peuvent remonter de nos souvenirs lointains. Comme le sculpteur anglais, Hisae Ikenaga est par ailleurs une matérialiste.

Promesse tenue, donnant de quoi saisir les prémisses et comprendre les orientations qui ont suivi

L’exposition comporte en outre une douzaine d’œuvres de taille plus réduite, jouant des mêmes effets. Comme ces meubles entassés, en bronze, de 2009, ne dépassant pas les trente-cinq centimètres sur vingt-cinq et vingt. Ou sur un socle, des balles de golf et des coraux blancs, agglutinés, de 2009 également. Hisae Ikenaga y revient au sport, avec cette facétieuse constatation : *Apparemment, il y avait un terrain de golf à côté de cette plage.* ●

THÉÂTRE

On the road again...

Karin Sitarz

Produite par le Escher Theater, la pièce *Deux petites dames vers le Nord* (2008) de Pierre Notté – auteur associé du Théâtre du Rond-Point à Paris et artiste aux multiples casquettes (romancier, metteur en scène, comédien, compositeur...) – vient d’être montée à l’Ariston, pour la première fois au Luxembourg. Dans une mise en scène du jeune François Camus – récemment vu comme comédien au TNL dans *La Peste* de Camus/Hoffmann – le spectacle entraîne joyeusement le public dans les petites et grandes choses de la vie, graves ou légères, tristes ou risibles. Sur un rythme soutenu (malgré quelques longueurs), avec des échos filmiques bienvenus, la pièce, aux accents vaudevillesques, est attachante.

Deux petites dames vers le Nord est une réflexion sur la mort et sur le deuil, sur les relations fraternelles et familiales, une ode à la vie et aux retrouvailles à travers les chemins, balisés ou imprévus, du quotidien. Si le texte est un peu bavard, les dialogues fusent comme des balles de ping-pong, tendres ou gros-siers, pimentés, voire déjantés. Les jeux de mots s’enchaînent et les petites dames se répondent du tac au tac.

Un spectacle où rires et émotions sont au rendez-vous pour dire un pressant besoin de vivre et de se retrouver

Au centre de la pièce, il y a deux sœurs qui ne se ressemblent guère ni physiquement, ni par leur caractère – « Tu m’en veux, je t’envie », dit la cadette, elle qui a toujours osé, à sa grande sœur jusque-là plus réservée – mais se retrouvent pour une incroyable virée. Sur le plateau, Valérie Bodson et Valérie Geoffrion (qu’on avait déjà vues ensemble au Escher Theater en 2019, dans *Le Courage*) les incarnent. Justes et convaincantes, elles donnent vie à un duo féminin haut en couleurs, aux mimiques très marquées, drôle, gaillard, parfois tendre et nostalgique. Les sœurs ne cessent de se chamailler, règlent leurs comptes à coups de jurons, retrouvent les jeux de l’enfance comme dans ce bar où elles déroulent les noms des hommes de la vie de maman, chavirent comme ce « petit navire » qu’elles chantent en chœur...

Les comédiennes jouent souvent face au public (une bonne idée de mise en scène), l’impliquant dans leurs déambulations, le prenant à témoins, l’entraînant dans des chansonnettes d’un autre temps (un peu trop présentes !). Elles embarquent pour un rocambolesque road-movie qui leur fera vivre mille péripéties alors qu’elles viennent de perdre leur mère... âgée de 97 ans, ce qui permet de se faire une idée de l’âge des deux petites dames. Emportant dans leur cabas les cendres de la défunte, elles mettent le cap vers le Nord, destination Amiens, à la recherche de la tombe du père, Raymond. « le seul homme de la vie de maman », qui les a quittées 25 ans plus tôt, histoire de lui annoncer la mort de maman et, en fine, de les réunir.

Du voyage en train à l’improbable périple en autobus, en passant par l’hôpital, le crématorium, les cimetières et leur brouillard, le bar et ses frites au parmesan, le dancing-karaoké (une scène un peu languette) ou le commissariat, les tableaux s’enchaînent à vive allure, ponctués par d’efficaces jeux de lumières et bruitages. Les notes musicales qui servent de transition amènent le spectacle sur les terres du cinéma, aux rives du burlesque et d’une certaine nostalgie. Une belle et minimaliste scénographie (avec quelques objets-structures bien caracté-

risés comme cette urne géante qui se fera train ou car), signée Trixi Weis, donne du relief à ce voyage qui a pour horizon la mer et à cette traversée géographique et temporelle qui mène vers le passé, l’enfance, les souvenirs, les dits et les non-dits.

Tout commence dans le noir, dans une « salle de théâtre » où les deux petites dames, bien installées dans deux fauteuils

rouge, assistent à une pièce d’Harold Pinter ! « On part », dit la cadette, à quoi l’autre répond : « on reste ». Le ton est donné... Tout va partir en vrille !

Deux petites dames vers le Nord, un spectacle où rires et émotions sont au rendez-vous pour dire un pressant besoin de vivre et de se retrouver. ●



La scénographie de Trixi Weis sert le propos de la pièce

Parick Gabaix

MUSIQUE CLASSIQUE

Ménage à cinq

De la musique de chambre comme on l'aime : voilà ce qui attendait les mélomanes, ce 29 avril, dans l'écrin inspirant de la salle de musique de chambre de la Philharmonie. Au programme, le couplage généreux des *Quintettes K515* et *K516* de Mozart. Œuvres fabuleuses, composées quatre ans avant la mort de celui qui est alors au faite de sa puissance créatrice, et qui sont comme la carte de visite d'un compositeur au fait de toutes les richesses de la musique chambriste. Or, lorsque ces pages testamentaires sont admirablement servies par un quatuor accord, heureux en ménage comme l'est le Quatuor Ébène (qui, pour l'occasion, s'est adjoint, en bonus de luxe, l'altiste Antoine Tamestit), tout concourt à notre bonheur.

Dans la lecture acérée des Ébène rien n'est laissé dans l'ombre, tant ils excellent à débrouiller l'écheveau des nuances de timbres

Je ne sais plus qui a dit que la vie de musicien est un sacerdoce, et que le quatuor à cordes est son église. Il faut des moines-soldats, qui ont fait le sacrifice de leur ego. Nul doute que les Ébène sont l'une des divisions de ce Vatican sonore. Pierre Colombet (primarius, buste tendu et assis très en avant de la chaise), Gabriel Le Magadure (second violon, tapi légèrement en retrait), Marie Chilemme (alto, enfoncée profond dans son siège) et Raphaël Merlin (violoncelle, impassible, la colonne vertébrale bien droite) sont, dès la fondation du groupe en 1999, réputés et appréciés non seulement pour leur perfectionnisme, mais aussi pour le souffle nouveau qu'ils apportent à la musique de chambre ainsi que pour une approche fraîche des traditions.

Ce dont on a pu se rendre compte dès l'entame du *K515*, l'un des monuments les plus géniaux non seulement de la musique de chambre du *Wunderkind*, mais de la musique de chambre tout court. « Il n'y a pas un jour où je ne pense à la mort », confiait Mozart, dès sa si brillante jeunesse. Et voilà qu'à 31 ans, il compose coup sur coup deux sublimes *Quintettes*, dont la tonalité à dominante tragique sonne

comme un pressentiment fatal. L'*Allegro* initial du premier a tout d'une lutte acharnée contre la mort, à peine illuminée d'espérance. Après un *Menuet* douloureux et inquiet, l'Andante, bouleversant dans sa simplicité, laisse un sentiment extraordinaire de paix un peu triste, avant que l'*Allegro* final, « à la fois enfantin et divin » (Alfred Einstein) clôt l'œuvre, à la faveur d'une rare abondance mélodique, dans un élan jubilatoire convaincant et communicatif. Du début à la fin, on admire la profondeur et l'intensité de l'interprétation, l'entrelacs parfait et la verticalité exemplaire des voix, l'intonation rarement prise en défaut, le sens de la grande architecture comme du détail, le mélange d'élégance et de vivacité, l'exploitation idoine de la cyclothymie mozartienne, sans oublier la belle complicité des cinq camarades, unis comme les doigts d'une main.

Avec la véhémence et l'intense vitalité combative du *K516*, l'une des plus grandes pages tragiques de Mozart, on franchit un pas de plus en direction d'un monde de la déréliction, où l'ombre l'emporte définitivement sur la lumière. Foin de l'inébranlable sérénité devant la mort qu'exprimait le *K515*. Fiévreux, pathétique, le premier mouvement rappelle le climat de la *Symphonie n° 40*. Suit un *Menuetto* sombre à souhait, dont le Trio, plus serein, n'adoucit guère le sentiment d'angoisse existentielle. Le céleste *Adagio ma non troppo* (tant il semble descendre du Ciel) est une ténébreuse plainte, une confession recueillie, presque religieuse, la « prière d'une âme isolée toute entourée d'abîmes », pour citer, une fois encore, Alfred Einstein. Enfin, en guise de conclusion, c'est, contre toute attente, un nouvel *Adagio* que nous entendons, lamento lancinant, figuration musicale du calice bu jusqu'à la lie, avant que s'élance, avec une allégresse insouciance (à moins qu'il s'agisse d'un désir d'allégresse insouciance !), un *Allegro* final, dont le caractère factice de gaieté n'échappe à personne.

Dans la lecture acérée des Ébène en format augmenté, jusques et y compris le Mozart donné en bis, rien n'est laissé dans l'ombre, tant ils excellent à débrouiller intelligemment le redoutable écheveau des nuances de timbres, de rythmes et d'agogique. Par la grâce d'une approche fouillée, tout est exploré dans sa globalité comme dans ses moindres détails. Aussi ne retrouve-t-on que rarement, de nos jours, une telle sûreté de main, une telle densité, un tel discours à la fois si accentué et coulant de source. Reste, toutefois, que cette approche étonnamment musclée, quasi beethovenienne, s'avère presque trop généreuse, au détriment de la civilité mozartienne. ● José Voss



Quatre instruments à cordes... Plus un

Suzanne et les vieillards

Loïc Millot



Les corps exposés sans pudeur par Suzanne Valadon

Certaines toiles fonctionnent comme de véritables lapsus. Plus encore lorsque leur titre hésite étrangement entre deux sens contraires, comme c'est le cas du tableau qui ouvre l'exposition *Suzanne Valadon. Un monde à soi* au Centre Pompidou-Metz. Il s'agit de *Lété* (1909), également appelé *Adam et Eve*. D'un côté, la fièvre du paganisme : les corps nus d'un homme et d'une femme tanguant dans l'ivresse de la saison. De l'autre, la scène biblique originelle prévalant à l'exclusion du paradis : la femme y cueille la pomme iconique que l'homme tente ici de retenir de la main droite. Dans le rôle de la pêche-resse, on reconnaît Suzanne Valadon elle-même, dans une double fonction de peintre et de modèle, au côté de son jeune compagnon André Utter (1886-1948), de vingt ans son cadet. Avec ce tableau, Suzanne Valadon devient l'une des premières femmes à peindre un homme nu de face, une exception si sulfureuse que le sexe de l'homme sera plus tard sagement recouvert d'une sage feuille de vigne. Elle récidivera dans le monumental *Lancement de filet* (1914), lointaine réminiscence du *Pêcheur à l'épervier* (1868) de Frédéric Bazille. Suzanne Valadon rencontre André Utter en 1909, année de la réalisation de *Lété* et de sa séparation avec Miquel Utrillo. Une rupture joyeusement consommée.

À côté de *Lété*, *L'Avenir dévoilé* (1912), toile présentée au Salon d'Automne de 1912 qui est caractéristique de cette période marquée par la production de grands nus féminins. La femme dénudée est comme en apesanteur, étendue sur un canapé de couleur pourpre, écoutant attentivement le récit que lui narre une tireuse de cartes. Le style employé par Valadon rappelle l'influence du mouvement nabi et plus encore de son inspirateur, Paul Gauguin, dont elle reprend aussi la façon rugueuse de représenter les corps. L'écrasement de la perspective qu'elle adopte vient prononcer le caractère magique de la scène : les cartes dévoilées y sont suspendues dans l'air, déployant une sorte d'éventail. Le soin conféré à l'arrangement des drapés comme aux motifs décoratifs d'intérieur est un aspect qu'elle poursuivra dans ses créations. Tout comme les épais cernes qui circonscrivent à chaque fois ses figures.

La peinture va devenir ensuite une singulière histoire de famille, puisque André Utter, avec lequel elle emménage à Montmartre, est l'un des amis de son fils, Maurice Utrillo (1883-1955). Tous deux sont peintres, initiés et formés par Suzanne, qui connaît dès la fin du 19^e siècle une certaine renommée parmi les marchands d'art. Degas se plaît même à collectionner ses dessins, principalement de femmes prises dans leur réalité quotidienne, qu'il affectionne tout particulière-

L'exposition de Suzanne Valadon œuvre en faveur d'une totale représentabilité du corps, sans pudeur aucune

ment pour leur « ligne souple et dure », selon ses termes. Plusieurs portraits collectifs consignent ce mode de vie familial singulier auquel participe, en plus du trio maudit formé avec Utrillo et Utter, la mère de Suzanne, Madeleine, blanchisseuse venue du Limousin rejoindre Paris. Ainsi de cet ironique *Portrait de famille* (1912), qui dit bien mieux que des mots les divergences et les déceptions qui se manifestent au sein du foyer, mais aussi le cruel passage du temps. La vieille Madeleine semble déjà sur la sortie, le regard vide, comme interdite auprès de son petit-fils Maurice, affalé sur une chaise, le regard tourné en lui-même, l'air mélancolique. Derrière eux, le couple n'a pas meilleure mine : Utter se voit déjà ailleurs, confiant dans un avenir qui lui appartient seul, tandis que Suzanne affronte courageusement le regard du public, une main ouverte sur la poitrine à la manière de *L'Antea* (1524) de Parmesan. *Lété* semble déjà loin.

Se destinant initialement au cirque, avant qu'une mauvaise chute ne l'en éloigne définitivement, Suzanne a, dès l'âge de quinze ans, son entrée dans la plupart des ateliers de la capitale grâce à son activité de modèle. Ses grands yeux bleus irradient les toiles des plus grands noms de l'époque et dont certains des tableaux ont été rassemblés dans le parcours. Suzanne apparaît nue chez Lautrec (dont elle fut la maîtresse), la moue nonchalante, quand celle-ci se faisait encore appeler Maria (*La grosse Maria*, 1884) ; chez Renoir, la jeune femme revêt une magnifique robe de bal, distraite au bras de son compagnon de danse (*Danse à la ville*, 1883). Elle pose aussi pour *Le Bois sacré* (1886-1889) de Puvis de Chavannes. Nul ne sait pourtant quelle passe son temps à remplir des carnets de dessins. C'est Edgar Degas que Valadon élit pour les montrer pour la première fois. Aussitôt frappé par leur qualité, d'autant plus que Suzanne est autodidacte, il l'encourage à poursuivre et fera toujours montre d'attention à son égard.

En attendant l'exposition dédiée au psychanalyste Jacques Lacan en 2024, où l'on pourra revenir à *L'origine du monde* de Courbet, l'exposition Valadon œuvre en faveur d'une totale représentabilité du corps, sans pudeur aucune, faisant ainsi sourdre une tradition féministe du nu qui va des portraits de Valadon à ceux d'Alice Neel, jusqu'aux plus récentes prises de vue intimistes de Nan Goldin. ●

Suzanne Valadon. *Un monde à soi*, jusqu'au 11 septembre 2023 au Centre Pompidou-Metz

PHOTOGRAPHIE

L'un dans l'autre

Marianne Brausch

La photographie a plusieurs vies. Démonstration par Laurianne Bixhain et Christian Aschman

On the Other End, qui représente des fleurs, ouvre l'exposition à la galerie Reuter-Bausch. Cette grande photographie de Laurianne Bixhain en noir et blanc (épreuve gélatino-argentique de 100 par 150 cm sur papier baryté), illustre un aspect complexe de *Rethinking Identity*, la thématique générale de la neuvième édition du Mois européen de la Photographie.

Notre série d'articles qui couvrira l'événement dans les institutions et les galeries du pays durant les semaines à venir commence par le questionnement de Laurianne Bixhain et Christian Aschman. Avec ses fleurs, Laurianne Bixhain, évoque-t-elle la nature d'avant, sans manipulations génétiques ? Ou est-ce que la photographie rend hommage aux expérimentateurs d'il y a deux siècles aux débuts de la photographie ? Où, suivant la définition du *Petit Robert*, au début la photographie était « une nouvelle technique qui permettait d'obtenir une image durable d'objets par l'action de la lumière sur une surface sensible ».

Les premiers photographes ont beaucoup expérimenté les effets en extérieur, dans les jardins, où les formes de la végétation, les jeux d'ombre et de lumière leur offrait un sujet inépuisable. Aujourd'hui, on est à une ère de tous les possibles avec la photographie numérique et les manipulations par les images de synthèse. Où donc se situe la place de la photographie d'artiste et quelle forme peut-elle prendre ?

Laurianne Bixhain et Christian Aschman interrogent une identité de la photographie, un moment dans un processus beaucoup plus large



Tokyo et Paris accolés dans une même installation de Christian Aschman

À l'autre bout de l'exposition, sur le mur du fond de la galerie, une ville se superpose à une autre. Christian Aschman montre Tokyo, les immeubles anonymes de la mégapole aux millions d'habitants, sans personne, accolée à un quartier très reconnaissable de Paris. Ce sont les immeubles 18^e siècle du Marais, leurs porches cochères, les graffiti, les passants. C'est une prise de vue à l'aube d'une action la nuit précédente par Aschman lui-même, qui sera vite recouverte par d'autres affichages sau-

vages. Où situer cette sorte de fresque urbaine, sur papier Blue-back, dans l'éventail des possibles photographiques ?

What remains is an intermediary thing, Repeated que la galerie Reuter-Bausch utilise comme titre général de l'exposition, est un emprunt à Laurianne Bixhain, Il définit on ne peut mieux le travail des deux photographes. Ils interrogent en l'occurrence une identité de la photographie, un moment dans un proces-

sus beaucoup plus large. Cinq ans après la présentation de la jeune photographe aux Rencontres photographiques d'Arles en 2018, savoir que les fleurs de *On the Other End* se trouvaient à un des marchés aux fleurs de Hollande où elles sont mises aux enchères, acquises par les plus offrants, puis sont expédiées par les grossistes dans le monde entier pour être vendues en boutique, enlève-t-il la poésie inhérente à cette photographie ?

La question que pose Laurianne Bixhain, est de savoir si la photographie d'artiste, qui est un produit culturel, peut s'insérer dans une production machinée ? En 2021-2023, elle a photographié le processus technique du contrôle de qualité dans une fabrique de pare-brise. Ainsi que les coupes montrant les points de rupture et de faille d'un diamant en vue de sa meilleure taille possible. Laurianne Bixhain rend compte d'un processus matériel, le spectateur est lui face au mystère de l'image. Issue de la vision d'un objet matériel, celle-ci paraît conceptuelle, abstraite. La série d'épreuves argentiques – quatre en noir et blanc, trois en couleur – s'appelle *The day begins with a loud boom...*

Pour Christian Aschman, il n'était pas question de revenir d'une résidence à Tokyo en 2014 avec des « clichés » de la mégapole. Se basant sur des cartes postales de lieux tels qu'ils étaient dans les années 1970, il est retourné les photographier quarante ans plus tard. De ce processus de transformation, il a tiré un livre *The space in between*, et les photographies que l'on voit actuellement à la galerie sont encore une nouvelle phase de la vie des photographies tokyotes.

Dans cette publication, les photographies étaient pour certaines présentées recto verso, sur une double page pliée, suivant un mode de publication japonais. On n'en voyait que la moitié, sauf à déplier la page. L'accrochage actuel est l'occasion de voir les photos en entier, dans une composition spatiale en quelque sorte nouvelle. Et, en incrustant des images dans les images, Christian Aschman a aussi brouillé les pistes. C'est une bonne réponse à *Rethinking Identity* : où se situe l'identité photographique ? ●

What remains is an intermediary thing, Repeated, Laurianne Bixhain et Christian Aschman, est à voir à la Reuter Bausch Art Gallery jusqu'au 20 mai prochain

LUXEMBURGENSIA

Die schwere Not des Leseflusses

Chris Lauer

Guy Helmingers Reise-Aufzeichnungen sind eine tagebuchartige Liebeserklärung an ein gigantisches, prachtvolles Land. In mancherlei Hinsicht schwächelt der Bericht jedoch

Lang ist die Liste der Länder, die der vielgereiste Autor Guy Helmingers schon besucht hat. Indien, Iran, Jemen, Südafrika – die schriftstellerische Arbeit erweist sich für den Luxemburger auch als ein Tor, durch das er in die weite Welt gelangt. Was er auf seinen Reisen sieht und erlebt, hält er später schriftlich fest; in seinem neuesten Werk *Die schwere Naht der Flüsse* verarbeitet Helmingers seine Reise-Erlebnisse in Brasilien, wohin es ihn im Frühjahr 2019 verschlug. Anlass dazu gab die *Semana da Língua Alemã*, in deren Rahmen der *Neubrasilien*-Autor eine Reihe von Lesungen an Universitäten und Goethe-Instituten gab.

Seinen Weg bewältigt Helmingers in Stationen, hält sich in Großstädten wie Rio de Janeiro und Petró-

polis auf, besucht aber auch kleinere, weniger bekannte Ortschaften wie das Munizip São Pedro de Alcântara und durchquert auf seiner Reise einmal das ganze riesige Land, das immerhin fast 48 Prozent des südlichen Teils des amerikanischen Doppelkontinents einnimmt. Schauplätze sind allerlei Gotteshäuser, deren Architektur Helmingers ausgiebig beschreibt, um das Erhabene an ihrer Konstruktion, die sie bei aller Unterschiedlichkeit verbindet, in Worte zu kleiden. Den Literaten treibt es aber auch auf Uni-Campus oder in palmenbestückte Innenstadt-Alleen, in Cafés und Fußballstadien, in die als Favelas bekannten Marginalsiedlungen am Rande von Metropolen und schließlich auch aufs Land mit seiner reichen, dschungelhaften Flora und einem Klima, das dem unerschrockenen

Wahl-Kölners mitunter zu schaffen macht. Auf seinem Weg lernt Helmingers eine ganze Reihe sympathischer Alltagshelden kennen, die ihrer Arbeit trotz aller Widrigkeiten, im Angesicht von Armut, Gewalt oder auch fehlgeleiteter Politik, mit Leidenschaft nachgehen: Joel, der in einem Kinderhort in der Favela Morro Sao Carlos arbeitet, oder die Theaterschauspielerin Milena Moraes, die trotz ausbleibender Subventionen ihren Beruf weiterhin mit Verve ausübt.

Material für einen ganzen weiteren Roman indes liefert Helmingers Aufenthalt in Sao Pedro de Alcântara, der deutschen Kolonie von Santa Catarina. Am Eingang zum Dörfchen Colônia Santana fährt der Globetrotter unter einem bogenartigen Überdach hindurch und betritt damit eine andere Welt: „Die Seitenteile sind weiß verklindert, rechts auf der Säule ein farbiges Relief einer deutschen, blonden Dame in weißer Schürze, die einen Teig anrührt, links ein grüßender, wie ein Klischee-Bayer aussehender Mann mit Hut und Maßkrug.“ Die Bevölkering der Kolonie ist, wie sie selbst sagt, stolz – vielleicht sogar maßlos stolz – auf ihre Vergangenheit, ihre deutschen Wurzeln, wobei „deutsch“ einer idealtypischen, in der Zeit eingefrorenen Vorstellung von „bayerisch“ zu entsprechen und „bayerisch“ wiederum für Bier, Brezel und Fachwerkbau zu stehen scheint.

Helmingers hält sich in seinem Bericht – leider, muss man sagen – nicht allzu sehr mit sozialtheoretischen Fragestellungen auf, mit deren Hilfe er seinen Text hätte unterfüttern können, sondern lässt die Betroffenen fast gänzlich ohne Kommentar zu Wort kommen: Man müsse akzeptieren, dass es schlicht eine Freude an Tradition gebe, sagt zum Beispiel der Brasilianer Gustavo. Dabei unterscheiden die Dörfler nicht zwischen Regionen, Bundesstaaten oder gar Nationen – so hält ein Mann namens Longino Clasen an den luxemburgischen Besucher gewandt fest, dass in ihren beiden Adern deutsches Blut fließe.

Stilistisch nicht ganz zur Reife gelangt

Wer sich für Brasilien interessiert, kann Helmingers tagebuchartigem Reiseführer durchaus etwas abgewinnen. Und doch weist *Die schwere Naht der Flüsse* einige Schwächen auf. So wechseln Orte, Personen und Episoden einander in so schnellem Rhythmus ab, dass die Leserin Gefahr läuft, dabei den Überblick und das Interesse zu verlieren. Man fühlt sich von der Erzählquantität an kleinen, auch banalen (man ist fast versucht zu sagen, auch langweiligen) Ereignissen so erschlagen, dass man manchmal Schwierigkeiten hat, das Zentrale vom Nichtigen zu unterscheiden – eine Differenzierung, die eigentlich der Verfasser und nicht der Rezipient vornehmen sollte. Zwar zählt aus der Sicht des Poeten jedes Detail, jedoch muss dieses, um wirklich Wichtigkeit zu erlangen, vom Vereinzelten zum Großen hinleiten, muss über sich selbst hinausweisen.

Auch formal befindet das Werk sich leider nicht auf der Höhe anderer Reiseliteratur aus dem deutschsprachigen Raum. Wer zum Beispiel die als „beiläufige Prosa“ bezeichneten Reiseberichte des berühmten Lyrikers Jan Wagner kennt, weiß, in welche Höhen dieser Zweig der Literatur sich begeben, zu welchem berauschenden Sprachfeuerwerk er erblühen kann. Wer Jan Wagner liest, spannt seine Schwingen aus und bereitet sich vor auf einen Flug, der einen, sofern man die Textzeilen als eingeschwärzte Start- und Landebahnen genau im Auge behält, mit hinreißen-der Leichtigkeit in alle Ecken der Welt bringt. Leider kann man Ähnliches nicht über Helmingers Werk sagen. Die literarische Ambition des Autors schimmert zwar immer wieder durch, doch wirken die betreffenden Sätze zu pompös, schief, manchmal auch unverständlich: „An einem Hochhaus wachsen die Klimaanlagen, als wäre das Wohnen in dieser Stadt voller Pickel.“ Sprachbilder wiederholen sich und werden damit redundant (zweimal spricht der Autor zum Beispiel davon, dass sich die Nacht draußen in die Hängematte legen würde – was auch immer er

„Nach fast zwölf Stunden Flug durchzieht den Flieger eine nicht hörbare, ungelenke Melodie klickender Sicherheitsgurte.“

damit zu verstehen geben möchte.) Der erste Satz eröffnet das Erzählgeschehen auf äußerst holprige Weise: „Nach fast zwölf Stunden Flug durchzieht den Flieger eine nicht hörbare, ungelenke Melodie klickender Sicherheitsgurte.“ Der Autor springt zwischen Umgangssprache und hohem Ton hin und her, dabei finden die einzelnen Sprachebenen nicht richtig zueinander.

Letzten Endes, um noch eine inhaltliche Kritik anzufügen, stigmatisiert Helmingers, der selber gesellschaftliche Missstände anzuprangern versucht, Menschen mit psychischen Erkrankungen, indem er Dinge schreibt wie: „[E]s laufen genug Verrückte umher, Menschen, die nach der Luft greifen und Selbstgespräche führen.“ Demjenigen, der *Die schwere Naht der Flüsse* aufschlagen möchte, sei also eine kleine Warnung mitgegeben – womöglich lassen sich die Flügel der eigenen Fantasie während der Lektüre nicht ganz weit ausbreiten. ●

Die schwere Naht der Flüsse, Guy Helmingers, Cappybarabooks. 272 Seiten, 22 Euro



Pelleteuses et inventaires

France Clarinval

C'est assez rare que cela arrive depuis que le système de pétitions a été lancé auprès de la Chambre des députés en 2014. Un deuxième débat public s'est tenu sur un même sujet : la protection du patrimoine bâti. Non content du résultat du premier débat en 2020, le groupe informel « Luxembourg under destruction » avait relancé une pétition à la fin de l'année dernière. Le groupe, bien implanté et bon lobbyiste, avait rassemblé 5 300 signataires il y a deux ans et à nouveau 4 800 cette fois. L'objet de la pétition est à peu près le même : « Tout bâtiment construit avant 1957 devrait être automatiquement protégé, sa démolition partielle ou totale autorisée seulement dans des cas exceptionnels et dûment motivés. Le changement d'affectation d'immeubles qui ne servent plus leur fonction initiale devrait être facilité. » La date de 1957 est une sorte de clin d'œil, vu que deux ans se sont écoulés depuis la dernière pétition qui, elle, tablait sur 1955. « La date exacte n'est pas si importante, il y a matière à discussion », estime Peter Kleijnenburg, un des pétitionnaires. Pour ce groupe, il ne s'agit pas de conserver par principe tous les bâtiments construits avant 1957, mais de renverser la charge de la preuve. L'idée d'une date buttoir a déjà été retoquée par le Conseil d'État arguant d'une insécurité juridique, liée à l'incertitude de certaines dates de construction.

Ce mercredi, le débat à la Chambre a commencé par une vidéo de trois minutes montrant une litanie interminable de maisons récemment détruites qui illustrent, selon les pétitionnaires, l'inefficacité de la loi sur la protection

« À quoi bon protéger 700 bâtiments de plus si, dans le même temps, 500 autres sont démolis ? »

Peter Kleijnenburg,
Luxembourg under destruction

nationale. Depuis début 2019, 731 bâtiments se sont ajoutés à la liste, dont 355 depuis mars 2022 et la nouvelle loi. La présentation mettait aussi en évidence les 19 840 immeubles répartis sur 84 communes qui bénéficient d'une protection communale à travers les Plans d'aménagement généraux. « À quoi bon protéger 700 bâtiments supplémentaires si, dans le même temps, 500 autres sont démolis », tance Peter Kleijnenburg.

La nouvelle loi sur les monuments historiques mise sur un inventaire général de tous les bâtiments dignes de protection, réalisé par l'Institut national pour le patrimoine national (INPA). Une procédure trop lourde et trop longue selon les pétitionnaires. « Pendant l'inventaire, qui prendra encore dix ans, les destructions continuent », fustige Karin Waringo. Car l'inventaire suppose l'expertise de tous les bâtiments sur place et une analyse scientifique avant un classement. Aujourd'hui, le travail est finalisé pour seulement quelques communes, Helperknapp, Lintgen, Lorentzweiler, Kehlen et Mersch, et est en cours pour quelques autres, Remich, Colmar-Berg, Useldange et Frisange.

« L'actuelle politique de densification se fait bien souvent au détriment du bâti ancien. Il faudrait mieux rénover et changer d'affectation plutôt que de détruire », considèrent les signataires de la pétitions. « L'obsession fanatique de l'efficacité énergétique » n'est pas non plus un argument recevable. « Qu'y a-t-il de durable dans une démolition suivie d'une nouvelle construction ? », interroge Karin Waringo. ●

des monuments historiques entrée en vigueur au début 2022. Ce n'est sans doute pas un hasard si la ministre de la Culture, Sam Tanson (Déi Gréng), avait choisi la mardi, la veille du débat, pour présenter le bilan de la première année d'application de cette loi. Elle a fait état de 2 197 objets qui bénéficient d'une protection

Poste vacant

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
L'Office national de l'accueil (ONA)

recrutent un

Spécialiste en sciences humaines / Gestionnaire de projets (m/f)

dans le groupe de traitement A2 (Fonctionnaire/Changement d'administration), dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps plein.

Missions :

- Suivi régulier des données dans le cadre de la gestion des engagements unilatéraux ;
- Organiser et mener des séances collectives et des entretiens individuels avec le public cible ;
- Assurer le suivi administratif des dossiers des DPI et autres publics de l'ONA (dans le cadre de la collaboration avec les partenaires) ;
- Assurer le suivi des structures d'hébergements gérées par ses partenaires externes conventionnés dans l'accueil et la prise en charge des DPI.

Conditions d'admission :

- Être détenteur d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un Bachelor en sciences humaines ou un Bachelor en sciences sociales et éducatives ou un Bachelor en tant qu'assistant social et/ou assistant d'hygiène sociale ou de son équivalent.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont

priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
22 mai 2023

Poste vacant

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
L'Office national de l'accueil (ONA)

recrutent un

Responsable Section Santé (m/f)

dans le groupe de traitement A1 (Fonctionnaire/Changement d'administration), dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps plein.

Missions :

- Le Responsable Section Santé assure la planification, la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la Section Santé afin de garantir le fonctionnement quotidien dans le cadre des objectifs généraux fixés par la direction ;
- Il assurera la gestion des activités quotidiennes de la Section Santé et encadrera les agents de la Section Santé et assumera le rôle d'expert dans le domaine de la santé des migrants et de la sécurité sociale auprès de la Direction de l'ONA.

Conditions d'admission :

- Être détenteur d'un Master en management, ou Master en santé publique, ou en management de la santé ou en

gestion des établissements et services de soins de son équivalent.

Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.

Date limite de candidature :
17 mai 2023

d'Lëtzebuerger Land, régie publicitaire

... Et votre annonce fait



Contact :

Zoubida Belgacem
+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

d'Lëtzebuerger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzebuerger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuerger Land **Instagram** letzebuerger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000 **www.land.lu**

KINO

Persona

Marc Trappendreher

Mit ihrem einzigen Roman *Wuthering Heights* wurde die britische Schriftstellerin Emily Brontë 1847 zu einer der renommiertesten Schriftstellerinnen des viktorianischen Zeitalters. Mit *Emily* beleuchtet die Schauspielerin Frances O'Connor in ihrer ersten Drehbuch- und Regiearbeit das Leben der Künstlerin, freilich so, wie es hätte sein können – der Vision O'Connors entsprechend, ganz die Individualität der Frau in den Mittelpunkt stellend. Da stehen zunächst die ambivalenten Geschwisterkonstellationen zwischen Emily (Emma Mackey), Anne, Elizabeth, Maria und dem Bruder Branwell. Der strenge Vater Patrick (Adrian Dunbar), der Pastor ist, hat ein wachsames Auge auf seine Tochter, die ihre Zeit gerne dem Schreiben von Gedichten widmet, deshalb aber in ihrem Umfeld nur Herablassung erfährt. Dann gibt es noch den Vikar, William Weightman (Oliver Jackson-Cohen), der Emily in Französisch unterrichtet und mit dem sie eine leidenschaftliche Liebesaffäre beginnt.

Das Künstlerschaffen, das Frauenschicksal zwischen Normwahrung und Emanzipation, der Gefühlsrausch – Regisseurin O'Connor verdichtet in *Emily* die biographischen Anhaltspunkte aus dem Leben Brontës, die in dieser Lesart mutmaßlich in die Kunstfiguren Catherine Earnshaw und Heathcliff eingeflossen sind. Nicht umsonst wird hier die Maske, die die Schauspieler im klassischen Theater trugen, besonders betont, die Idee der Persona überdeutlich ins Bild gesetzt. Ein Umstand, der sich als zweischneidiges Schwert präsentiert: Sicherlich ist diese Verdichtung zwischen einer behaupteten biographischen Realität und deren Verschmelzung hin zu einem vollendeten Roman ein künstlerisch reizvolles Unterfangen. *Emily* platziert sich ganz bewusst an der Schnittstelle zwischen Biopic und Literaturverfilmung, lotet dieses Spannungsverhältnis gezielt aus, einen diffusen Zwischenraum bespielend, der beständig auf die Frage drängt: Was stimmt denn nun? Inwieweit haben sich Realität und Fiktion möglicherweise durchdrungen? Folglich macht sich der Film das zeitgenössische Setting ganz zu Nutzen: Inhaltspunkte wie Isolation und Ausbruch transportiert O'Connor mittels Wechsel zwischen In-

nen- und Außenraum, wählt eine Ausleuchtung, die den Seelenzustand ihrer Heldin versinnbildlicht, steigert die Exaltation über den zunehmenden Einsatz von streichergetragener Filmmusik. Ferner knüpft O'Connor entschieden an die Bildwelten der gediegenen Literaturverfilmungen an und suggeriert so die Ekstase der großen Gefühle, die in Einklang mit der Natur stehen: Gräser, die im Wind rauschen, Wellen, die sich an Klippen brechen – wahrlich stürmische Höhen.

Indes ist in dieser Lesart ein fragwürdiger Ausgangspunkt unweigerlich gesetzt, der nahelegt, dass nur die hier präsentierte Vita der einzig mögliche Nährboden für die spätere literarische Fiktion hat sein müssen. In seiner Konzentration auf die diversen Schicksalsschläge, die diese Heldin treffen, auf die Zuspitzung der dramaturgischen Leitlinien, liegt auch seine wesentliche Reduktion. Es ist gerade das Abrufen vorgefertigter Genrestandards, die spürbare Zusammensetzung

aus fertigen Bausteinen, die die filmische Qualität von Emily nicht ganz zur Geltung kommen lassen. Als Grundlage für das opulente Melodram, das sich hier besonders als Kostümfilm aus gibt, kann *Emily* kaum ein neuer Aspekt hinzugewonnen werden. Ganz auf die Figur der Emily konzentriert, aus deren Perspektive der Film erfahren werden soll, entwickelt die Regisseurin das Bild einer Frau, die ein wenig träumerisch und kokett die Welt erleben will, eine Grundlage, die unzäh-

lige Male Fiktionsstoff geboten hat, nicht nur für die Literatur, sondern auch für deren filmische Adaptionen: Man denke da an Roman Polanskis *Tess* (1979), Claude Chabrols *Emma Bovary* (1991) oder noch Jane Campions *Portrait of a Lady* (1996). Ein deutlich innovativer, feministisch-determinierter Zugang hätte die Stellung der Frau gewichten und mehr noch die Frage ausarbeiten können, was es bedeutet, in dieser Zeit Schriftstellerin, Künstlerin zu sein. ●



Emma Mackey als Emily Brontë

BANDE DESSINÉE

L'amour est aveugle

Pablo Chimienti

Les extrêmes s'attirent, c'est bien connu. Et cela vaut aussi bien dans le domaine scientifique que dans l'univers littéraire. Pascal Ruter l'a rappelé une nouvelle fois avec son roman jeunesse *Le Cœur en braille* sorti en 2012.

Son histoire a connu une première adaptation, cinématographique – un film assez moyen réalisé par Michel Boujenah sorti en 2016 – avant de débarquer, cette année, dans le rayon bandes dessinées dans un superbe album réalisé à quatre mains par le scénariste des *Carnets de Cerise*, *Les Souris du Louvre*, *Sorcières Sorcières...*, Joris Chamblain, et la dessinatrice de *Premières vendanges* et *Journal d'un enfant de lune*, Anne-lise Nalin.

Quelle que soit la version, le pitch reste le même. Victor entre en quatrième, il fait partie des pires cancres de sa classe. C'est simple, l'école ne l'intéresse pas et il n'y retient pas grand-chose. Lui sa passion c'est la musique, le rock, celui des gros riffs de guitare et des batteries surpuissantes. Il a d'ailleurs son groupe, La Chignole qui répète dans le garage de son père. Son autre délire, qu'il partage avec son paternel, les Panhard & Levassor, ces vieilles voitures dont la construction a cessé en 1967. Le garçon n'est pas méchant, au contraire, il s'intéresse aux autres et à ce qu'ils aiment, mais il n'est pas fait pour les études, les apprentissages, les maths ou encore la lecture. C'est un rêveur, un clown, un jeune qui cache une certaine fragilité sous un masque de rebelle.

Lors de cette rentrée il se trouve séparé de ses meilleurs potes. C'est donc un peu par hasard qu'il finit par s'asseoir à côté de Marie-Josée, jeune fille timide, élève surdouée, première de classe dans toute les matières et violoncelliste émérite en dehors de l'école. Une tête bien pleine qui le prend gentiment de haut et s'amuse de mauvaises réponses que son nouveau voisin peut donner aussi bien en français, en géo, en chimie ou encore en maths. Victor arrive à se faire remarquer, négativement bien entendu, dans toutes les matières dès le premier

jour de cours. Même en sport, quand l'ado ne peut s'empêcher de crier, devant le prof, « Bon alors ! On entre dans la salle ou on se tripote ?! »

Bref, c'est mal parti. Mais l'aspect cabotin du garçon et la gentillesse de la jeune fille va finir par les rapprocher. Ça commence par un contrôle de maths pendant lequel Marie-Josée laisse copier Victor et ajoute même une faute dans son test pour éviter tout soupçon de triche, ça continue quand elle l'invite à la maison pour réviser pendant les vacances de la

Toussaint, puis de manière presque quotidienne jusqu'à ce que les deux deviennent quasiment inséparables.

Victor est content de voir ses notes remonter. Et Marie-Josée, qui commence à s'habiller avec d'étranges combinaisons de couleurs et à manquer des semaines de cours pour des raisons médicales, a une idée derrière la tête. La jeune fille a un secret et elle ne va pas tarder à avoir besoin d'aide. Elle a pensé que Victor, dont elle a fini par tomber amoureuse, pourrait justement lui apporter cette aide. Hors de question de dévoiler ici ce secret que les auteurs ne dévoilent que vers la moitié du récit, mais quelques indices ont été disséminés ci et là dans le livre.

Alors oui, deux personnes que tout oppose, qui commencent sinon par se détester au moins par se déplaire et qui finissent par s'aimer c'est un grand classique. Oui, les récits sur l'âge ingrat du collège sont légion dans les sections jeunesse des librairies. Oui, les histoires sur l'attraction entre un beau jeune homme et une belle jeune fille, il y en a plein à l'affiche. Mais *Le Cœur en Braille*, non seulement réinterprète tout cela de fort belle manière, mais, en plus, enrichit l'ensemble de plein de détails pertinents, sur la musique classique, la puissance du violoncelle, sur le rock, sur la littérature, sur le cyclisme, sur l'histoire des échecs, sur les relations père-fils ou encore sur la maladie, la résilience, l'importance de se battre pour ses rêves...

Adapté à des lecteurs de tous âges, dédié tout particulièrement à un lectorat adolescent, ce *Cœur en braille* parvient également à interpeller et intéresser un lectorat adulte. Il y a du *Romeo et Juliette*, de l'*Edipe roi*, de l'*Illiade*, de la *Famille Bélier* aussi dans ce récit ; du Ducobu ou du Boulard également dans le personnage de Victor, et pour compléter le tout, il y a aussi beaucoup d'humour, de tendresse et de poésie. Ça reste, bien évidemment, une bluette ultra naïve, politiquement correcte, pleine de bons sentiments, mais elle par-

vient à tellement bien embarquer et toucher le lecteur qu'on lui pardonne volontiers ses petits travers, ses ellipses un peu brusques, ses sujets annexes qu'on aurait souhaité plus développés ou encore son happy-end un peu bâclé.

Comme c'est souvent le cas avec les textes de Pascal Ruter, *Le Cœur en braille* est une histoire légère traitant des tracas de la destinée. Le scénario de Joris Chamblain est ici porté par le dessin réaliste et ultra-expressif d'Anne-lise Nalin. Un dessin et une coloration – vive et douce à fois –, osant les changements de style ou de gamme chromatique selon les besoins du récit, qui collent à merveille aux épreuves vécues et aux émotions ressenties par les personnages.

Un très beau livre qu'on prend plaisir à lire et à relire tout en pouvant le prêter à l'ensemble de la famille. ●



Le Cœur en braille, de Joris Chamblain et Anne-lise Nalin. Dargaud

Breakfast and furious

Cyril B.



Le buffet de petit-déjeuner, toute une stratégie

Les grandes vacances approchent et, cette année encore, il est grand temps de songer à un plan pour éviter de passer deux semaines entières chez sa belle-famille. Ce qui signifie trouver une destination et, bien souvent, l'hébergement qui va avec. Les nuits à l'hôtel sont synonymes de (au moins) deux plaisirs un peu honteux : ne pas devoir faire son lit, d'une part, et profiter d'un buffet de petit-déjeuner à volonté d'autre part. Alors que notre ordinaire se satisfait pleinement de deux tartines et d'un café, voire d'un jus d'orange maison et d'une viennoiserie ou d'un muesli pour les plus motivés, rares sont ceux qui résisteront aux débauches de calories proposées en offrande sacrificielle aux adeptes du voyage.

Pourtant, à part sur l'autoroute A31 un vendredi soir, il y a peu d'autres endroits où l'on peut se surprendre à détester autant son prochain. Les raisons de commencer sa journée de mauvaise humeur semblent aussi variées que le choix de victuailles qui nous sont proposées pour rompre le jeûne. De la machine à café désespérément lente, à l'impatient Anglais qui se rue sur les tranches de bacon sans attendre son tour, vous savez que la réussite de votre petit-déjeuner dépend d'orientations stratégiques qui laissent peu de place à l'improvisation. Il faut distinguer ce qui a l'air vraiment bon de ce qui vous fait envie mais que vous regretterez à votre prochain passage sur la balance ou chez le médecin, et, surtout, détecter les plateaux sur lesquels ne restent que quelques morceaux défraîchis et vont bientôt être renouvelés, créant un tsunami à côté duquel la ruée sur les transats à l'heure de l'ouverture de la piscine fera office d'aimable bousculade.

L'enfer ne se limite pas qu'au buffet. Le choix de la table doit satisfaire des besoins a priori incompatibles : être isolé mais pas trop éloigné de la nourriture, ne pas se trouver dans un lieu de passage où l'on serait à la merci d'une assiette renversée, disposer d'un espace suffisant pour que le voisin de derrière ne percuté pas votre chaise à chaque fois qu'il se lève et, évidemment, être d'une propreté irréprochable. Il est inconcevable de s'asseoir à une place avec un simple rond de café sur le set en papier, comme si vous ne comptiez pas

vous-même recouvrir l'endroit de tâches de gras, de traces de liquide divers et de miettes en tous genres. Et surtout, si possible, retrouver la même place tous les matins, pour éviter de perdre tous ses repères.

Ensuite, vous avez le choix entre vous occuper des plateaux de vos gamins, et boire votre café froid si vous ne voulez pas faire de nouveau quinze minutes de queue, ou les laisser se débrouiller, pour constater, désespéré, que votre petit dernier n'a pas faim maintenant, et ne termine pas sa demi banane, alors que dans deux heures il pourra dévorer trois bols de Chocapics et cinq ou six tartines. Pour passer le temps, une fois assis, on pourra bien sûr se distraire en observant ceux qui veulent rentabiliser leurs 28 euros et préparent des sandwiches clandestins, qu'ils planqueront dans le sac à main de madame. Une petite odeur de charcuterie qui vous remonte dans les sinus chaque fois que vous cherchez votre token Luxtrust constituera certainement un souvenir de vacances aussi original que durable.

Le plus haut degré sur l'échelle de Richter du petit-déjeuner est sans doute atteint au parc Disneyland. Il faut se lever aux aurores pour espérer arriver à l'ouverture des hostilités. Ensuite, après quarante minutes d'attente le ventre creux, il faut manger le plus vite possible pour profiter des attractions avant l'ouverture du parc au grand public. Si vous avez échappé au burn out sur votre lieu de travail, préparez-vous à une nouvelle épreuve pendant vos vacances...

Rescapés de la pandémie de covid-19 et de la prétendue fin de l'ère de l'abondance, les buffets sont désormais l'un des rares endroits où s'exprime pleinement notre volonté. Je fourre mon croissant avec de la confiture de fraise et une tranche de jambon si cela me chante. Mon plateau est mon espace de liberté. Le paradoxe est ainsi entier : bénéficier d'un buffet dont les prodigalités doivent être partagées avec des inconnus. Il n'y a certainement qu'en vacances qu'on est prêts à accepter un tel degré de vie en communauté : après le voyage en avion, et avant la visite au musée ou la journée à la plage, le repas du matin s'inscrit parfaitement dans la logique du tourisme de masse. Ne pas s'y plier, c'est aussi une question... de volonté. ●

Stil

LA BOUTEILLE



Orchard

Les vignerons indépendants ne se reposent pas sur leur lauriers, ils innove. Et parfois, l'innovation rime avec un retour à la tradition. Après le Tout nu de chez Schmit-Fohl, un vin naturel sans aucun

entrant comme on en faisait plus depuis que la chimie s'était mêlée de la viticulture, voici le Orchard de chez Kox (photo : Ruth Altier). Le nom met la puce à l'oreille : il s'agit d'un vin de verger, issus de la vitiforestierie, qui consiste à l'association d'arbres et de cultures sur une même parcelle agricole, le projet est d'introduire des arbres fruitiers dans une parcelle de vignes, comme cela se pratiquait dans l'Antiquité. « L'idée est de favoriser un écosystème qui permet de retrouver un équilibre organique entre le végétal, le minéral et l'homme », explique la vigneronne Corinne Kox qui est née, c'est un joli clin d'œil, au lieu-dit Am Grousse Bongert. Ses parents avaient déjà maintenu des haies et des fruitiers dans leurs parcelles, ce qui lui permet d'aller plus avant dans la diversité des récoltes. La vinification se concentre sur l'essentiel : le raisin, quelle que soit la noblesse

(ou pas) du cépage. L'intervention humaine est réduite au maximum pour mettre l'accent sur les caractéristiques du terroir. « Ce projet est un pas vers la viticulture de demain car c'est une solution intéressante dans l'adaptation des systèmes viticoles aux changements climatiques ». fc

L'INITIATIVE

Spin

À partir du 1^{er} janvier 2025, les récipients à usage unique (barquettes, assiettes, couverts ou encore gobelets jetables) seront interdit. Certains fast-foods ou snacks vont investir dans des machines à laver et des systèmes de consigne, mais il reste un pan

de l'activité horeca qui va devoir s'adapter. Depuis quelques semaines, Valorlux a lancé Spin, un système d'emballages réutilisables. Pour le démarrage, 5 000 gobelets (en format 30 cl, photo : Valolux) ont été mis en circulation dans une quinzaine de points de vente. Boîtes à pizza, barquettes et gobelets d'autres tailles suivront et le nombre de lieux de distribution va croître également. Le fonctionnement est basé sur la notion d'emprunt : on n'achète pas l'emballage, on le loue



gratuitement pendant une durée maximale de douze jours. Au-delà, la caution (payée via une application dédiée) de 5 euros est débitée. Un prix suffisamment important pour inciter au civisme. Cela suppose un peu de démarches pour s'inscrire, renseigner un compte, protéger tout cela. Les gobelets sont collectés et nettoyés quotidiennement par le CIGL de Sanem avant d'être remis en service. Le projet, tout vertueux qu'il soit, suppose quand même l'utilisation de plastique pour la fabrication des gobelets. « Ils sont conçus pour effectuer 500 rotations. Si ces emballages effectuent seulement quelques rotations ou disparaissent dans les armoires des clients après une rotation, l'impact environnemental d'un tel emballage s'avère être pire que celui d'un emballage à usage unique », conviennent les promoteurs sur leur site internet. fc

L'ÉVÈNEMENT

Green Festival

La saison des festivals est lancée avec l'arrivée des beaux jours. Le terme de festival est suffisamment vague et générique pour y coller n'importe quel concept : de la musique, de la bouffe, de la bière, des fringues... tout ça, c'est festif et de bons prétextes à sortir de chez soi pour... consommer. On ne va pas se cacher derrière son petit doigt, quand un centre commercial annonce un festival et se targue d'écologie, on se méfie un peu. Le Green Festival proposé au Infinity au Kirchberg les 10 et 11 mai mélange la bonne conscience d'une « consommation responsable et locale », et dimension commerciale. Les organisateurs rappellent que chaque année



des moutons transitent par le plateau et ont même orné leur toit de modèles ovins en toc (photo). Au rayon écolo le festival propose : des stands de friperie, des livres d'occasion, des jouets éco-responsables, de l'artisanat (bougies, bijoux, déco) et des fruits et légumes bio. On mâtime le tout d'un concours de dessin pour les gosses et on saupoudre d'essais de voitures électriques pour les grands et on a la parfaite recette d'un greenwashing à la sauce Kirchberg. fc

